



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 39 du 30 septembre 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 1^{er} octobre 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	1006
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1006
CABINET DU PREFET	1006
Bureau du cabinet.....	1006
Extrait de l'arrêté du 10 septembre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement	1006
Extrait de l'arrêté du 10 septembre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement	1006
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	1006
Bureau des réglementations	1006
Extrait de l'arrêté du 19 août 2010 portant autorisation administrative de l'entreprise privée de sécurité « EURL LORRAINE PROTECTION SECURITE » sise à LUDRES (54710) - Autorisation préfectorale n° 222/2EYT621	1006
Extrait de l'arrêté du 22 septembre 2010 portant nomination de membre du jury de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi	1007
Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2010 fixant les dates de la session 2011 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi organisée dans le département de Meurthe-et-Moselle	1007
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	1007
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	1007
Extrait de l'arrêté du 17 septembre 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'Etat auprès de la police municipale de la commune de TOUL	1007
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1007
Arrêté préfectoral du 24 septembre 2010 autorisant le changement de siège de la communauté de communes du Grand Valmon et modifiant les statuts en conséquence.....	1007
Arrêté préfectoral du 24 septembre 2010 autorisant la communauté de communes du Mirabée à exercer la compétence "Accorder une garantie, dans la limite légale, des emprunts nécessaires à la réalisation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées ou une maison médicale" et modifiant les statuts en conséquence.....	1009
Bureau des procédures environnementales.....	1011
Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de LUDRES	1011
Extrait de l'arrêté du 17 septembre 2010 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag de Toul	1011
Extrait de l'arrêté n° 1023 du 22 septembre 2010 accordant à la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy un permis d'exploitation et une autorisation d'ouverture de travaux miniers pour l'exploitation d'un gîte géothermique à basse température sur la commune de Longlaville	1012
Syndicat intercommunal à vocation multiple de VICHÉREY et de la Vallée de l'Aroffe - Arrêté interpréfectoral n° 2280/2010 du 16 septembre 2010.....	1015
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1016
Extrait de l'arrêté du 22 septembre 2010 portant suppression de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de BRIEY et modification du champ de compétence de la commission de NANCY-CUGN	1016
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1016
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	1016
Secrétariat général - Cellule juridique / Cabinet	1016
Arrêté n° 2010/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 28 septembre 2010 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.....	1016
Division d'exploitation de Metz.....	1019
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-089 en date du 17 septembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de sondages à l'échangeur de VILLERS-LA-MONTAGNE sur la RN52	1019
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1020
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1020
Service établissements de santé.....	1020
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 152/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1020
Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 153/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155	1020
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 154/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296	1021
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 155/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395	1021
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 156/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668	1021
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 157/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138	1021
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 158/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286	1022
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 159/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072	1022
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 160/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1022
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 161/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1023
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1023
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL.....	1023
Service produits de santé et de la biologie.....	1023
Extrait de l'arrêté n° 2010-177 du 23 septembre 2010 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites, 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation n° 54-73.....	1023
Extrait de l'arrêté n° 2010-236 du 3 septembre 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à BOULAY (57220) - Licence n° 57#00504.....	1024
Extrait de l'arrêté n° 2010-242 du 16 septembre 2010 portant refus de création d'une officine de pharmacie à VELAIN-EN-HAYE	1024
Extrait de l'arrêté n° 2010-269 du 23 septembre 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS) « LABORATOIRE SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - SELAS n° 06	1025

Extrait de l'arrêté n° 2010- 272 du 19 septembre 2010 relatif à la gérance après décès de l'officine de pharmacie « Pharmacie du Parc » sise à THIONVILLE (57100), 1 avenue Albert 1 ^{er} - Autorisation de gérance n° 207.....	1025
Extrait de l'arrêté n° ARS/FS 88/2010/311 du 11 août 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à GOLBEY (88190) - Licence n° 88#00295.....	1026
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1026
Arrêté n° 13/2010 du 15 septembre 2010 portant subdélégation de signature en faveur du secrétaire général de la Direccte Lorraine.....	1026
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1027
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1027
Extrait de la décision du 17 septembre 2010 portant agrément d'ADHaJ – Association pour le Développement de l'Habitat des Jeunes à NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1027
Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 accordant la qualité de SCOP à la SARL AGORA GRAPHIE à LONGWY.....	1027
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1028
Service agriculture, forêt, chasse.....	1028
Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/168 du 16 avril 2010 fixant le barème de location des bâtiments d'exploitation agricole.....	1028
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 334 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VITREY - DOLCOURT - LALOEUF - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3054.....	1029
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 335 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - BARISEY-LA-COTE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3089.....	1030
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 336 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3110.....	1030
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 337 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à GOGNEY - REPAIX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3122.....	1030
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 338 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MONT-BONVILLERS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3103.....	1030
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 339 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMY-AUX-BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3109.....	1031
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 340 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à EINVILLE-AU-JARD - VALHEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3108.....	1031
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 341 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALHEY - EINVILLE-AU-JARD - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3113.....	1031
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 342 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BRAINVILLE - ALLAMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3099.....	1032
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 343 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FROVILLE - BREMONCOURT - BAYON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3124.....	1032
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 344 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BREMONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3129.....	1032
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 345 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMY-AUX-BOIS - LOROMONTZEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3112.....	1033
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 346 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LOROMONTZEY - VALLOIS - SAINT-GERMAIN - VILLACOURT - GIRIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3123.....	1033
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 347 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMY-AUX-BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3120.....	1034
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 348 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à XEUILLEY - FROLOIS - PULLIGNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3079.....	1034
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 349 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à UGNY – DONCOURT-LES-CONFLANS - MONTIGNY-SUR-CHIERS - LEXY - CONS-LA-GRANDVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3096.....	1034
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 350 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à DONCOURT-LES- LONGUYON - UGNY – MONT-SAINT-MARTIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3083.....	1035
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 351 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VAUDEVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3114.....	1035
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 352 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à EINVAUX - HAIGNEVILLE - BAYON - BREMONCOURT - MEHONCOURT - CLAYEURES - FROVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3126.....	1035
Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 353 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEAUMONT - BLAMONT - ESSEY-ET-MAIZERAIS - EUVEZIN-MANDRES-AUX-4-TOURS - PANNES - SAINT-BAUSSANT - MONSEC (55) - GEVILLE (55) - XIVRAY-ET-MARVOISIN (55) - HEUDICOURT-SOUS-LES-COTES (55) - REMBUCOURT (55) - LAHAYVILLE (55) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3125.....	1036
Extrait de l'arrêté DDT/AFC/Association foncière/2010-355 du 22 septembre 2010 concernant la modification de la composition du bureau des associations foncières de : AGINCOURT – ANDILLY – ANSAUVILLE – AVILLERS – AVRAINVILLE – BARISEY-LA-COTE – BELLEAU – BOUXIERES-AUX-CHENES – CHAUDENEY-SUR-MOSELLE – CHOLOY-MENILLOT – CLEMERY – DOMGERMAIN – DONCOURT-LES-CONFLANS/BRUVILLE – EINVILLE – FREMENIL – FRIAUVILLE – GRIPPORT – HOEVILLE – JAULNY 1 et 2 – JEANDELAINCOURT – LAGNEY – LANDECOURT – LESMENILS 1 – LEYR – MAIXE – MAMEY – MEHONCOURT – MIGNEVILLE – MILLERY – PAGNEY-DERRIERE-BARINE – PETIT-FAILLY – RECHICOURT-LA-PETITE – SERRES – SERROUVILLE – THIEBAUMENIL-2 – VANDELEVILLE – VIGNEULLES – VILLE-AU-MONTOIS – VILLERS-EN-HAYE.....	1036
Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/356 du 22 septembre 2010 fixant les dates d'ouverture des vendanges.....	1036
Service aménagement durable, urbanisme et risques.....	1037
Commune de BEZAUMONT - Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/ADUR/013 du 25 août 2010 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	1037
Service transports, sécurité.....	1037
Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/029 du 20 septembre 2010 concernant l'ouverture de l'enquête "commodo et incommodo" relatif à la suppression du passage à niveau n° 6 situé à Belleville.....	1037
AUTRES SERVICES.....	1038
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1038
Délégation de signature du 7 septembre 2010.....	1038
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1038
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1038
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1038
Service aménagement durable, urbanisme, risques.....	1038
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45361 du 1er octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de ROGEVILLE.....	1038
AUTRES SERVICES.....	1038
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU.....	1038
Avis de recrutement sans concours du 22 septembre 2010 de 7 adjoints administratifs hospitaliers de 2e classe.....	1038
ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE.....	1039
Avis de concours sur titres du 24 septembre 2010 pour le recrutement d'un diététicien.....	1039
Avis de concours sur titres du 24 septembre 2010 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie hospitalière.....	1039

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET DU PREFET***Bureau du cabinet***Extrait de l'arrêté du 10 septembre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Angélo MUSCIANESI

Le 23 juillet 2009, vers 21 H 00, sur le secteur du pont de la concorde à Nancy, M. MUSCIANESI Angélo n'a pas hésité à mettre sa vie en danger afin de porter secours à un enfant qui se noyait.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 10 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION**Extrait de l'arrêté du 10 septembre 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : la mention honorable pour actes de courage et de dévouement est décernée aux :

- Caporal (volontaire)Vincent GOEURY

- Sapeur-pompier professionnel Mathilde PINOT

Le 26 février 2010, le caporal GOEURY et le sapeur PINOT ont été engagés sur un feu de cage d'escaliers à Longwy. Malgré une fumée épaisse, les intéressés n'ont pas hésité à s'engager dans les étages, sous appareil respiratoire isolant, pour effectuer le sauvetage d'un enfant en bas âge.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 10 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 19 août 2010 portant autorisation administrative de l'entreprise privée de sécurité « EURL LORRAINE PROTECTION SECURITE » sise à LUDRES (54710) - Autorisation préfectorale n° 222/2EYT621**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande présentée par M. Eric BURZYNSKI en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise d'activité privée de surveillance et de gardiennage, activité exercée avec un chien, qu'il souhaite diriger à LUDRES (54710) 870, rue Denis Papin, quartier des entrepreneurs sous la dénomination «EURL LORRAINE PROTECTION SECURITE »,

Considérant que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur,

ARRETE

Article 1er : L'entreprise de sécurité privée, « EURL LORRAINE PROTECTION SECURITE » sise à LUDRES (54710) 870, rue Denis Papin, quartier des entrepreneurs est autorisée à exercer sous le numéro d'agrément n° 222/2EYT621 les activités de sécurité des biens et des personnes et d'entrepreneur cynophile, telles que définies aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er, alinéa 8° de l'article 5, alinéa 4° de l'article 6 de la loi du 12 juillet 1983 susvisée à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Eric BURZYNSKI

- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,

- Monsieur le greffier du tribunal de commerce de NANCY,

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 août 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE*Voies et délais de recours**Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :**Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.**Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.**En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.**Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54036 NANCY.**Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).**Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.**L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.*

Extrait de l'arrêté du 22 septembre 2010 portant nomination de membre du jury de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la nécessité de pourvoir au remplacement de M. Dominique GERARDIN, radié du répertoire des Métiers, en tant que membre du jury, représentant la Chambre des Métiers,

AR R E T E

Article 1er - L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2006 modifié, portant nomination des membres du jury de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi, en son alinéa portant désignation de membre au titre de la chambre des métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle, est ainsi modifié :

« Monsieur Jean-Pierre VAUDEVIRE, artisan-taxi au titre de la chambre des métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle »

Le reste sans changement

Article 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et à madame la Présidente de la Chambre des Métiers et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 22 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 30 septembre 2010 fixant les dates de la session 2011 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi organisée dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : La session 2011 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi est organisée en Meurthe-et-Moselle comme suit :

L'épreuve d'admissibilité comportant l'unité de valeur (UV) 1, l'UV 2 et l'UV 3 se déroulera le mardi 18 octobre 2011

L'épreuve d'admission comportant l'UV 4, de portée locale, aura lieu à partir du lundi 28 novembre 2011.

Article 2 : Les demandes d'inscription à l'intégralité des unités de valeur du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi, ou à certaines d'entre elles, doivent être adressées à la préfecture de Meurthe-et-Moselle au moins deux mois avant la date d'ouverture de la session, soit au plus tard, le mercredi 17 août 2011, le cachet de la poste faisant foi.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 30 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales***Extrait de l'arrêté du 15 septembre 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de la commune de TOUL**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le montant moyen de recettes encaissées mensuellement par le régisseur titulaire, en fonction en 2009 (soit 7 046 €), M. Bernard HELVIC, est assujéti à un cautionnement de 760 € en application des dispositions de l'arrêté du 28 mai 1993, modifié par celui du 3 septembre 2001 et son extrait,

AR R E T E

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 24 juin 2010 est abrogé. Il est remplacé par les dispositions qui suivent.

Article 2 : M. Bernard HELVIC, Chef de police municipale de la commune de TOUL, est nommé en qualité de régisseur titulaire de la régie d'État pour percevoir le produit des amendes forfaitaires dressées, sur le territoire de la commune de TOUL en application des dispositions de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route,

Article 3 : M. Bernard HELVIC, régisseur titulaire est soumis à l'obligation de cautionnement obligatoire de 760 € et percevra, en contrepartie, une indemnité de responsabilité de 140 €, conformément aux dispositions de l'arrêté du 3 septembre 2001 et son extrait.

Article 4 : M. Bernard HELVIC encaisse et verse les fonds au Centre des Finances Publiques de TOUL.

Article 5 : Mme Brigitte TOURLOUSE, agent de sécurité de la voie publique, adjoint administratif, est nommée en qualité de régisseur suppléant de cette même régie d'État, auprès de M. Bernard HELVIC.

Article 6 : Le régisseur suppléant n'est pas habilité à dresser procès-verbal compte tenu de sa fonction administrative au sein de la commune.

Article 7 : Les autres policiers municipaux sont désignés mandataires.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de TOUL, la maire de TOUL, et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux régisseurs concernés par la maire de la commune de TOUL. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 15 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté préfectoral du 24 septembre 2010 autorisant le changement de siège de la communauté de communes du Grand Valmon et modifiant les statuts en conséquence**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de la communauté de communes, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-20 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète chargée de mission ;

AR R E T E

Article 1er : Le siège social de la communauté de communes du Grand Valmont est transféré au 16 rue de l'Église à Loisy (54700).

Les statuts, modifiés en conséquence, sont annexés au présent arrêté.

Article 2 : Madame la sous-préfète chargée de mission et le président de la communauté de communes du Grand Valmon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et à Madame la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 24 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GRAND VALMON

Article 1er : En application des articles L 5214.1 à L 5214-29 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé entre les communes de AUTREVILLE – BEZAUMONT – LANDREMONT – LOISY – SAINTE GENEVIEVE – VILLE AU VAL une communauté de Communes qui prend la dénomination de Communauté de Communes du Grand Valmon.

Article 2 : La communauté de communes a pour compétences :

COMPETENCES OBLIGATOIRES

Aménagement de l'espace

- Schéma d'urbanisme de référence : réalisation de toute étude pré opérationnelle relative aux projets intercommunaux, mise en place de commission veillant au respect du schéma
- Elaboration, gestion, révision du SCOT et représentation dans l'E.P gérant le SCOT.
- Adhésion au Pays Val de Lorraine (conseil de développement GIP) à son agence d'urbanisme l'ADEVAL, à son groupement d'employeurs le GESVAL

Développement économique

- Acquisition et réalisation des travaux nécessaires à la création de zones artisanales
- A Loisy : Pré l'Homme section ZL parcelles n°8-9-10 pour une surface de 1ha10a73ca
- Aide à la création, au développement, à la modernisation des TPE industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, touristiques, dans le cadre des politiques contractuelles existantes (Pays, département, région).
- Soutien aux créateurs d'entreprise par l'adhésion de la Communauté à ALACA (Association Lorraine d'Accompagnement à la création et au développement d'activités) et PFIL : plateforme d'initiative locale du Val de Lorraine, outil destiné à aider les créateurs d'entreprise, à travers l'action de prêts à taux 0%
- Promouvoir les activités économiques, touristiques, de la communauté par l'intermédiaire de communication

COMPETENCES FACULTATIVES

Protection et mise en valeur de l'environnement

- Collecte et traitement des ordures ménagères et assimilées. Tri sélectif au porte à porte
- Adhésion au Syndicat Mixte de Gestion des déchetteries et points tri des secteurs de Pont à Mousson
- Création, entretien des chemins de randonnées d'intérêt communautaire :
 - * AUTREVILLE – Chemin des Gras Lieux et de la Grosse Haie, permettant de relier Autreville à Ville au Val
 - * BEZAUMONT – Chemin rural dit d'Autreville à Bezaumont et Chemin Rural de Saint Moria permettent de relier le Pont de Mons à la Ferme de Villers les Prud'Hommes
 - * LANDREMONT – Sentier des Orchidées reliant Landremont à Soléole
 - * LOISY – Chemin du Haut Frolard reliant Loisy à Sainte Geneviève
 - * VILLE AU VAL – Chemin Rural dit de Bezaumont à Ville au Val et Chemin du Tambour reliant Ville au Val à Landremont
 - * SAINTE GENEVIEVE – Sentier dit de la Côte, reliant Soléole au Grand Couronné

Mise en place d'une signalétique et équipements annexes

- Réalisation d'une étude diagnostique par la mise en œuvre des dispositions relatives à la collecte et au traitement des eaux usées sur les 7 communes
- Etude et réalisation des travaux d'entretien de la NATAGNE et de l'OBRION (cours d'eau traversants le territoire de la Communauté) destiné à restaurer et à valoriser leurs qualités biologiques, paysagères et hydrauliques tout en tenant compte du contexte socio-économique et culturel local
- Entretien et mise en valeur des pelouses calcaires de Loisy – Sainte Geneviève – Landremont classées en zone ZNIEF
 - * SAINTE GENEVIEVE Section B n°187 de 2ha36
 - * LOISY – Section B les Canaillons n°167 de 4ha49a50ca
 - * LANDREMONT Section ZA 2 Lieu dit « La Côte » 14ha25ca

Politique de l'habitat et du cadre de vie

- Etude pré opérationnelle de définition des actions à conduire. Centralisation des informations en terme de locaux vacants à caractère économique ou d'habitation ou de terrains constructibles
- Action en faveur de l'amélioration de la qualité visuelle et fonctionnelle de l'habitat sur l'espace communautaire, dans le cadre de politiques contractualisées Pays-Département-Région-Etat (OPAH-Ravalement de façades)
- Sauvegarde et financement de la Communauté pour la protection du petit patrimoine local public ou privé ayant un intérêt communautaire
- Sauvegarde et financement de la Communauté pour la protection du petit patrimoine local public ou privé ayant un intérêt communautaire
Par petit patrimoine, la Communauté de Communes du Grand Valmon entend :
 - * des éléments caractéristiques de l'architecture lorraine des bâtiments d'habitation ou à vocation économique comme les portes de granges, les oeils de bœuf, les encadrements de portes, de fenêtres en pierre, les corniches, les grilles anciennes
 - * du patrimoine bâti comme les fontaines, les calvaires les puits

Action relatives à la politique culturelle et sportive

- Gérer et animer la politique jeunesse pour les 3/22 ans, par l'intermédiaire du projet éducatif local, ou des contrats de territoire, contrats temps libre, contrats temps libres, contrat éducatif local
- CLSH
- Ateliers créatifs
- Projet intergénérationnels
- Initiations diverses Gym, pêche, informatique
- Chantiers divers, camps ados
- Sorties diverses (accro branches, ski, théâtre)
- Ateliers divers (taille de pierre, mosaïque....)
- Initiation musicale, théâtrale, organisation de festival et manifestations inter associatives
- Stages multisports, mercredis sportifs, sorties piscine
- Camp de neige ou d'été

- Chantiers ados réalisés en partenariat avec une association ayant une compétence reconnue dans les relations Nord Sud
- Soutien financier aux associations locales développant des activités culturelles ou sportives pour les 6/22 ans du territoire, non financées par le projet éducatif local
- Constitution d'un parc matériel au bénéfice des associations et communes du territoire pour leurs manifestations
- Etude et mise en place d'un service de transport à la carte en lien avec le département.

Autres compétences

- Distribution publique d'énergie électrique (hors M.O. des travaux d'installation, de renforcement, de perfectionnement des ouvrages de distribution)
- Concession de la distribution d'énergie électrique

Article 3 : Le siège de la Communauté de Communes est fixé à LOISY – 16 Rue de l'Eglise 54700.

Article 4 : La Communauté de Communes est instituée pour une durée limitée.

Article 5 : La communauté de Communes est administrée par un comité de 18 membres titulaires et 18 membres suppléants

Le comité se réunit quatre fois par an

Les sièges sont répartis comme suit :

- De 0 à 1000 habitants : 3 sièges
- De 1001 à 2000 habitants : 4 sièges
- De 2001 habitants et plus : 5 sièges

Communes	Population	Sièges titulaires	Sièges suppléants
AUTREVILLE-SUR-MOSELLE	254	3	3
BEZAUMONT	253	3	3
LANDREMONT	129	3	3
LOISY	345	3	3
SAINTE-GENEVIEVE	162	3	3
VILLE-AU-VAL	148	3	3
TOTAL	1291	18	18

Article 6 : Le comité élit, un à un, un Président et un ou plusieurs vice-présidents chargés de l'administration quotidienne de la Communauté de Communes. Un bureau élargi aux cinq responsables de commission se réunira au minimum six fois par an.

Le nombre de vice-présidents sera fixé par le conseil communautaire.

Le bureau peut recevoir délégation du Conseil, par délibération du Conseil.

Le Président peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions à ses Vice-Présidents.

Article 7 : Les opérations financières de la Communauté de Communes seront écrites dans un budget annuel comprenant notamment :

EN RECETTES

- Les recettes fiscales : TH, TFB, TFNP, TP communautaires, TP des zones
- Les revenus des biens meubles et (ou) immeubles appartenant ou concédés à la structure intercommunale
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu,
- Toutes subventions provenant de l'Etat, de la Région du Département, des Communes et autres
- Les dons et legs
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondants aux services assurés (en fonction des compétences)
- Le produit des emprunts

EN DEPENSES

- Les dépenses d'investissement décidées par la Communauté de Communes
- Les frais de fonctionnement de la structure intercommunale
- Le coût des études que la structure intercommunale, ferait spécialement entreprendre
- Le montant des travaux relatifs aux compétences définies dans l'article 2
- L'amortissement des emprunts éventuels

Article 8 : Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux articles du Code Général des Collectivités Territoriales

Article 9 : Les présents statuts sont à annexer aux délibérations des assemblées locales décidant de la création et de l'objet de la Communauté de Communes.

Arrêté préfectoral du 24 septembre 2010 autorisant la communauté de communes du Mirabée à exercer la compétence "Accorder une garantie, dans la limite légale, des emprunts nécessaires à la réalisation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées ou une maison médicale" et modifiant les statuts en conséquence

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que l'absence de délibération des communes de Bralleville et Fraignes-en-Sainctois au terme du délai de consultation vaut avis favorable ;

Considérant que la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

A R R E T E

Article 1er : La communauté de communes du Mirabée est autorisée à exercer la compétence :

"Accorder une garantie, dans la limite légale, des emprunts nécessaires à la réalisation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées ou une maison médicale"

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Madame la sous-préfète chargée de mission et le président de la communauté de communes du Mirabée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chacune des communes membres et à Madame la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 24 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

STATUTS COMMUNAUTE DE COMMUNES DU "M I R A B É E"

Article 1er - CRÉATION

En application des articles L 5214-1 à L 5214-29 du code général des collectivités territoriales, a été créée, par arrêté de Monsieur le Préfet en date du 26 octobre 2004, la Communauté de Communes du "Mirabée" entre les communes de :

BOUZANVILLE, BRALLEVILLE, DIARVILLE, FORCELLES-SOUS-GUGNEY, FRAISNES-EN-SAINTOIS, GUGNEY, HOUSSEVILLE, JEVONCOURT et SAINT-FIRMIN.

Article 2 : Le siège de la communauté est fixé à DIARVILLE, 9 rue de Nancy (54930).

Article 3 : La communauté de communes est instaurée pour une durée illimitée.

Article 4 : La communauté est administrée par un conseil constitué de membres délégués des communes, selon la représentation suivante :

- 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune.

Chaque délégué suppléant disposera d'une voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire qu'il supplée.

La composition du conseil communautaire est la suivante :

BOUZANVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

BRALLEVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

DIARVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

FORCELLES/Sous/GUGNEY : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

FRAISNES-en-SAINTOIS : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

GUGNEY : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

HOUSSEVILLE : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

JEVONCOURT : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

SAINT-FIRMIN : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants

Article 5 : Elle exerce de plein droit, aux lieux et places des communes membres, pour la conduite d'activités d'intérêts communautaires, les compétences suivantes :

Compétences Obligatoires

Aménagement de l'espace :

- Etude d'un schéma d'aménagement, de réhabilitation, de mise en valeur et de protection des espaces et structures d'intérêt communautaire :

Tourisme, loisirs (aires de jeux, terrains de sport), sentiers de randonnées.

- Définition d'un Programme Local de l'Habitat comprenant :

* aide à la rénovation et à la création de logements locatifs,

* le ravalement de façades,

* la réfection des toitures,

* aide à l'équipement de matériels consommateurs d'énergies renouvelables,

* aide à l'isolation thermique des habitations.

Ce programme s'applique aux :

. Logements privés et communaux,

. Gîtes ruraux et chambres d'hôtes.

- Réalisation d'études en vue de l'aménagement des villages

- Schéma de cohérence territoriale.

Développement Economique :

- Etudes pour la réalisation de zones d'activités commerciales, artisanales et industrielles.

- Etudes pour la réalisation d'un programme de développement du tourisme vert.

Compétences Optionnelles

- Collecte, tri, transport et traitement des ordures ménagères :

Déchets ménagers, tri sélectif, collecte des piles usagées, collecte des déchets sanitaires d'élevage, récupération des huiles usagées.

- Dénégement de la voirie communautaire hors zones urbaines.

En annexe listing des routes et chemins communautaires pris en compte dans la compétence.

- L'adhésion au syndicat départemental d'électricité se fera sur simple délibération du conseil syndical.

- Entretien et rénovation du petit patrimoine communal pour la protection du patrimoine communautaire. (croix de mission, lavoirs, fontaines).

- Subventions aux associations du territoire pour l'organisation d'activités sportives et culturelles sur au moins 4 communes de la CC.

Action Sociale

- Aménager les infrastructures du domaine public propres à l'implantation des établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées ou une maison médicale.

- Accorder une garantie, dans la limite légale, des emprunts nécessaires à la réalisation d'établissements d'accueil pour personnes âgées ou handicapées ou une maison médicale.

- Etudes et réalisation d'actions en faveur de la petite enfance, de la jeunesse et des personnes âgées.

Article 6 : L'intérêt communautaire sera déterminé par délibération des communes concernées à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté de communes dans un délai de 2 ans à compter de la date de l'arrêté préfectoral de création. À défaut, la communauté de communes exercera la totalité de la compétence.

Article 7 : Les fonctions de receveur sont assurées par le trésorier de HAROUÉ.

Annexe : Inventaire de la voirie d'intérêt communautaire

L'inventaire ci-dessous prend en compte la voirie d'intérêts communautaire, c'est-à-dire la voirie la plus utilisée par les administrés pour se rendre sur leur lieu de travail ou bien la voirie empruntée pour le transport scolaire.

Inventaire de la voirie communautaire : (exclues les zones urbaines)

Diarville-Forcelles s/Gugney-Gugney : Départementale D66+ Départementale D56c

Diarville-Bouzanville-Boulaincourt-Fraisnes en Saintois : Départementale D60

St Firmin-Housseville-Diarville : Chemin communal

St Firmin-Xirocourt : Chemin communal

Housseville-Diarville : Départementale D64

Housseville-Forcelles/s/Gugney : D64+D50

Diarville-Jevoncourt : chemin communal +Départementale D6b

Jevoncourt-Bralleville-Germonville : Départementale D6

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vu pour être annexé à notre arrêté de ce jour

Nancy, le 24 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

*Bureau des procédures environnementales***Extrait de l'arrêté du 13 septembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Sévéal de LUDRES**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les installations exploitées par la Société SEVEAL à Ludres appartiennent à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers fournies par la société SEVEAL à Ludres et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Considérant que les mesures définies dans le PPRT résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'entrepôt exploité par la société SEVEAL sur le territoire de la commune de Ludres, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 : Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme et devra être annexé au document d'urbanisme de la commune de Ludres par le biais d'arrêtés de mise à jour.

Article 3 : Les mesures de protection des populations face aux risques encourus, prescrites par le PPRT, devront :

- être prises en compte dès la conception des projets d'urbanisme (aménagement ou extension de constructions existantes) ;
- être mises en œuvre dans un délai de six mois à compter de la date d'approbation du PPRT en ce qui concerne les mesures sur les usages.

Article 4 : Le PPRT comprend :

- une note de présentation décrivant les installations à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- un plan de zonage réglementaire faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
 - * les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
 - * les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

Le dossier sera tenu à la disposition du public à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, dans la mairie de la commune de Ludres ainsi qu'au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

Article 5 : Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés désignés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°PPRT 2008-001 du 8 octobre 2007 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'entrepôt SEVEAL implanté sur la commune de Ludres ;

Le présent arrêté sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché pendant un mois en mairie de Ludres.

Un avis concernant l'approbation de ce PPRT sera inséré, par les soins du Préfet, dans le quotidien "L'Est Républicain".

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet dans le délai de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 5 du présent arrêté ;
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

Article 7 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, M. le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et M. le maire de Ludres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 13 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 17 septembre 2010 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du site Brenntag de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-002 du 18 mars 2009 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) du site Brenntag Lorraine de Toul ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1er - Modifications

Dans l'arrêté préfectoral 2009-002 du 18 mars 2009 :

Les mots "direction départementale de l'équipement" sont remplacés par les mots "direction départementale des territoires".

Les mots " direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement" sont remplacés par les mots " direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement".

Le reste sans changement.

Article 2 - Prolongation du délai d'approbation

Le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Brenntag de Toul est prorogé jusqu'au 30 septembre 2011.

Article 3 - Diffusion et publication

Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Toul.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "L'Est Républicain".

Article 4 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Toul, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, Mme le maire Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 17 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 1023 du 22 septembre 2010 accordant à la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy un permis d'exploitation et une autorisation d'ouverture de travaux miniers pour l'exploitation d'un gîte géothermique à basse température sur la commune de Longlaville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

I - AUTORISATIONS

Article 1er : Permis d'exploitation

La Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy (CCAL), dont le siège est 2, rue de Lexy à Rehon, représentée par son président, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à exploiter un gîte géothermique à basse température sur le territoire de la commune de Longlaville, au lieu-dit « Espace Jean Monet », section AB, parcelle 143, en zone ZA de la zone d'aménagement concerté du « Parc International d'Activité des Trois Frontières ».

Le permis d'exploitation est accordé pour une durée de trente (30) ans, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Autorisation d'ouverture de travaux miniers

L'exploitant est autorisé à exécuter les travaux nécessaires à la réalisation des vingt-cinq (25) forages d'exploitation de 200 mètres de profondeur, décrits dans le dossier de demande d'autorisation.

La puissance thermique récupérée maximale autorisée est de 325 kW.

Le volume d'exploitation est défini par :

- les horizons géologiques compris entre les cotes 255 m et 65 m NGF, soit une hauteur de 190 m ;
- les plans horizontaux correspondant à ces 2 cotes et ayant pour projection horizontale, l'enveloppe des cylindres verticaux centrés sur chaque forage et de rayon égal à 4 m.

Article 3 : Directeur technique des travaux

L'exploitant porte à la connaissance de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Lorraine le nom et les fonctions de la personne physique chargée de la direction technique des travaux, à qui il délègue personnellement la responsabilité de l'application effective des dispositions réglementaires, et pour le représenter vis-à-vis de l'administration. A défaut, il est réputé personnellement chargé de la direction technique des travaux, jusqu'à désignation par lui d'une personne qualifiée.

La désignation d'une personne physique responsable ne peut dégager entièrement la responsabilité de l'exploitant de l'installation, conformément aux dispositions de l'article 15 du titre « règles générales » du règlement général des industries extractives (RGIE).

Tout remplacement de la personne physique chargée de la direction technique des travaux désignée ci-dessus doit être déclaré sans délai à la DREAL.

II - TRAVAUX DE FORAGE

Article 4 : Aménagement du chantier

Avant le début du chantier et pendant toute leur durée, l'emprise du chantier est délimitée et sécurisée (clôture), de façon à ce que toute personne non autorisée ne puisse y pénétrer.

Des pancartes signalant le danger sont placées sur la clôture ou à proximité de la zone clôturée. L'état de la clôture est régulièrement vérifié.

En dehors de la période de travaux, les portes d'accès au chantier sont cadenassées.

Les travaux de terrassement nécessaires à la mise en place du chantier s'effectuent de manière à minimiser le déplacement de terres polluées.

Tout est mis en œuvre afin de réduire les émissions de poussières dans l'environnement.

Un plan de terrassement décrivant les mouvements de terres à réaliser au cours des travaux est établi préalablement avant l'ouverture du chantier.

Les terres polluées excavées sont momentanément stockées sur le chantier, sur une aire étanche spécialement affectée à cet effet, et recouverte d'une protection étanche, type géomembrane ou tout dispositif équivalent permettant d'assurer leur indépendance hydraulique.

Les terres polluées déplacées sont éliminées conformément aux dispositions de l'article 12 du présent arrêté relatif aux déchets.

Article 5 : Information de la DREAL

L'exploitant ou le responsable technique des travaux désigné à l'article 3 du présent arrêté informe la DREAL, deux jours francs avant, de l'ouverture du chantier et des opérations de forage et de cimentation.

Lorsque l'exploitant est amené à confier les travaux à une ou plusieurs entreprises extérieures, lui-même ou la personne désignée pour assurer la direction technique des travaux doit en faire déclaration à la DREAL, service prévention des risques, division risques miniers et sous-sol, préalablement au début des travaux, conformément aux dispositions de l'article 6 du titre « Entreprises Extérieures » RGIE. Le nom de la personne physique désignée par l'entreprise extérieure pour le représenter est également communiqué à la DREAL.

En outre, le titulaire informe la ou les entreprises extérieures des mesures réglementaires applicables, des consignes de sécurité et des risques que le personnel peut encourir. Une copie du présent arrêté est remis à chaque responsable des entreprises extérieures amenées à travailler sur le site.

Une copie du présent arrêté est également affiché par les soins de l'exploitant au voisinage du chantier, en des endroits apparents et facilement accessibles.

Article 6 : Déroulement des travaux de forage et d'équipement

Les travaux de forage et d'équipement sont réalisés conformément au dossier de demande d'autorisation, sauf en ce qui serait contraire aux dispositions du présent arrêté ou aux dispositions réglementaires.

Les travaux de forage sont réalisés en période diurne, du lundi au vendredi exclusivement, en dehors des jours fériés, entre 7h00 et 20h00.

Il pourra être demandé à l'exploitant, si nécessaire, de procéder à une campagne de mesures des émissions sonores au voisinage des zones habitées de la commune de Mont-Saint-Martin, Longwy et Longlaville. Le résultat des mesures est transmis à la DREAL.

Les dispositions du titre « Forages » du RGIE sont applicables.

L'ensemble des forages se situe à l'intérieur du périmètre délimité par la parcelle 143, section AB commune de Longlaville.

Préalablement au démarrage des travaux, le pétitionnaire doit être en mesure de justifier, auprès de la DREAL, qu'elle dispose, soit du titre de propriété de la parcelle concernée, soit du consentement du propriétaire (convention de mise à disposition) de ladite parcelle. En cas de consentement du propriétaire de la parcelle, celui-ci devra porter sur la période couvant, au minimum, la durée du permis d'exploitation visée à l'article 1er du présent article.

Les travaux portent sur la réalisation de vingt-cinq (25) forages verticaux de 200 mètres de profondeur maximum et d'un diamètre de 153 millimètres chacun, dans lesquels une sonde géothermique, placée en fond de trou, est destinée à prélever l'énergie calorifique emmagasinée dans le sous-sol en période hivernal et à réinjecter la chaleur produite en période estivale.

Les forages sont disposés en quinconce et distants l'un de l'autre de 8 mètres minimum.

Les travaux de forage sont suivis par un géologue. Ils sont exécutés avec le plus grand soin, conformément aux règles de l'art et adaptés aux conditions des terrains traversés. Un échantillonnage de chaque terrain traversé est réalisé afin d'établir la coupe géologique des ouvrages.

Les travaux réalisés à proximité des réseaux souterrains, aériens, de transport ou de distribution, sont effectués dans des conditions qui ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la continuité de fonctionnement de ces réseaux, à l'environnement, à la sécurité des travailleurs et des populations situées à proximité du chantier ou à la vie économique.

Article 7 : Protection des eaux souterraines

Au cours du déroulement des travaux de forage, toutes les dispositions sont prises afin d'éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et de prévenir toute pollution des eaux de surface ou des eaux souterraines.

Les injections de boues de forage, le développement de l'ouvrage, les cimentations, obturations et autres opérations nécessaires au développement de l'ouvrage sont effectués de façon à ne pas altérer la structure géologique avoisinante et à préserver la qualité des eaux souterraines.

Afin d'éviter tout impact sur les aquifères traversés, le fluide de forage est une boue bentonitique (mélange d'argile et d'eau) ou une boue à base de polymères biodégradables. L'utilisation de boues à base d'hydrocarbures est strictement interdite.

Article 8 : Stockages aériens

Tout stockage aérien de liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité des fûts associés, sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Article 9 : Eaux pluviales

L'emprise du chantier est ceinturée par un merlon ou un fossé périphérique, de sorte que les eaux de pluie susceptibles d'être polluées ne puissent entraîner dans le milieu naturel les éventuelles pollutions présentes sur la plate-forme de travail.

Article 10 : Gestion des effluents

En vue de prévenir toute pollution du ou des milieux récepteurs, l'exploitant prévoit, si nécessaire, des dispositifs de traitement, par neutralisation, décantation ou tout autre méthode appropriée, des déblais de forage, des boues et des eaux extraites des forages pendant la durée du chantier. Les dispositifs de traitement sont adaptés en fonction de la sensibilité du milieu récepteur.

Les effluents du chantier sont recueillis dans un ou plusieurs bourniers parfaitement étanches afin de prévenir d'éventuelles infiltrations dans le sol. Les abords des bourniers doivent être balisés et surveillés pendant toute la durée du chantier afin d'en interdire l'accès au public non autorisé.

Les effluents liquides contenus dans les bourniers sont, après décantation, citernés et évacués conformément aux dispositions de l'article 12 du présent arrêté relatif aux déchets.

Les boues de décantation sont éliminées conformément aux dispositions de l'article 12 du présent arrêté relatif aux déchets.

Article 11 : Prévention des épandages accidentels

L'emprise du chantier est ceinturée par un fossé périphérique ou un merlon, de sorte à contenir un éventuel déversement accidentel survenant hors de l'emprise d'un dispositif de rétention.

L'exploitant met en œuvre des moyens suffisants d'intervention pour faire face à tout épandage accidentel.

En cas d'épandage accidentel, l'exploitant prend immédiatement toute mesure possible pour l'interrompre ou à tout le moins le limiter.

Les produits récupérés en cas d'incident ne peuvent être rejetés et doivent être éliminés comme déchets.

L'exploitant est tenu de signaler au préfet et à la DREAL, dans les meilleurs délais, tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines et des sols ainsi que les premières mesures prises pour y remédier.

Article 12 : Déchets

Les déchets produits sont éliminés conformément aux dispositions du titre IV, livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, et des textes pris pour son application. Ils sont acheminés vers un centre de stockage, d'élimination ou de valorisation autorisé à cet effet par la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant tient à la disposition de la DREAL les justificatifs d'élimination des déchets produits.

Article 13 : Mise en place des sondes géothermiques

Aucun raccord n'est effectué sur la partie de la sonde située dans le forage.

Le raccordement au collecteur est placé, dans la mesure du possible, en tête de forage, dans un regard facilement accessible muni d'un bac de rétention.

Les extrémités en U des sondes géothermiques sont préfabriquées et éprouvées en usine et l'exploitant tient à la disposition de la DREAL la fiche d'épreuve en usine de chaque sonde géothermique installée.

Article 14 : Cimentation des forages

Chaque forage est entièrement cimenté sur toute sa hauteur.

Le coulis de ciment est injecté sous pression par passes successives, à partir de la base et en remontant sur toute la hauteur du forage. La cimentation gravitaire est strictement proscrite.

Les tubages mis en place lors de l'opération de forage sont impérativement retirés lors de la cimentation, ceci afin de garantir une parfaite étanchéité de l'ouvrage avec les terrains avoisinants.

Un contrôle de qualité de la cimentation est régulièrement effectué. Il comporte, a minima, pour chaque forage, un bilan volume de ciment injecté/volume théorique du forage.

Afin d'assurer la bonne isolation de la formation du Charmouthien, située entre 135 et 180 mètres environ de profondeur, formation renfermant une formation de grès argileux (grès médioliasiques) susceptible d'être localement le siège de niveaux faiblement aquifères, la cimentation de chaque forage, en face de ladite formation, sera assurée en une seule passe.

Article 15 : Fluide caloporteur. Test d'étanchéité

Le fluide caloporteur utilisé est constitué d'eau additionnée de 30% minimum de monopropylène glycol. La pression de service de l'installation est de 3 bars maximum.

Avant mise en place du fluide caloporteur, il est procédé à un test d'étanchéité de l'installation (sondes, circuit) à une pression égale au double de la pression de service définie dans le dossier de demande d'autorisation, soit 6 bars minimum pendant une heure minimum, conformément aux recommandations du constructeur des sondes.

Les résultats des contrôles sont communiqués à la DREAL, un mois avant la mise en service de l'installation.

Article 16 : Fin des travaux de forage

16.1- Remise en état de la parcelle

A l'issue des travaux de forage, le matériel de forage est démantelé. Les bourniers sont bouchés avec des terres saines, une fois les effluents liquides et les boues de décantation éliminées.

Les déchets sont éliminés conformément aux dispositions de l'article 12 du présent arrêté. Les travaux de terrassement et de gestion des terres polluées sont effectués conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

A l'issue de la remise en état, un dossier de récolement est établi afin d'assurer la traçabilité des terres polluées, comprenant, des plans altimétriques cotés positionnant l'ensemble des excavations, stockages et travaux de terrassement réalisés ainsi que l'identification et le positionnement des terres éventuellement déplacées avec indication de leur charge polluante. Ce document est transmis à la DREAL et au propriétaire de la parcelle, dans le cas où celle-ci a fait l'objet de la convention de mise à disposition visée à l'article 6 du présent arrêté, avec le rapport de fin de travaux visé à l'article 16.2 du présent arrêté.

16.2- Rapport de fin de travaux

A l'issue des travaux et dans le délai de deux (2) mois, l'exploitant adresse à la DREAL un rapport de fin de travaux en deux exemplaires, synthétisant les opérations effectuées, les résultats des contrôles effectués et les éventuels incidents ou anomalies survenus lors du chantier.

Ce rapport comporte notamment :

- le nom de(s) entreprise(s) ayant réalisé(s) les travaux ;
- le déroulement général du chantier : dates de début et de fin des travaux, des différentes opérations et difficultés rencontrées ;

- le nombre de forages effectivement réalisés en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25000, les références cadastrales de la parcelle sur lesquelles ils sont implantés, les coordonnées géographiques en Lambert II étendu, la cote de la tête de forage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) ;
- pour chaque forage, la coupe géologique, indiquant les coordonnées exactes des orifices, la profondeur et l'épaisseur des niveaux géologiques traversés. La coupe fera apparaître clairement la position des niveaux aquifères traversés, notamment ceux servant ou pouvant servir à l'alimentation en eau potable ;
- les conditions de réalisation des forages : méthode, matériaux utilisés lors des opérations de forage, volume et caractéristiques de la cimentation, développement effectué, ... ;
- le bilan volume de ciment injecté/volume théorique du forage ;
- le bilan des déchets produits, avec leur destination et le mode d'élimination ou traitement.

III - SUIVI TECHNIQUE DE L'INSTALLATION

Article 17 : Équipements de contrôle

Les installations et équipements constituant le circuit géothermal (tubages, conduites, pompes, filtres, échangeurs de chaleur, vannes, appareils de contrôle et de sécurité, ...) doivent être maintenus en permanence en état de bon fonctionnement.

Le circuit géothermal est équipé d'appareils de mesure de débit, de température, de pression, d'énergie thermique de façon à pouvoir mesurer les paramètres nécessaires au suivi de l'exploitation.

Un dispositif d'arrêt automatique de l'installation et de mise en alarme est asservi aux appareils de contrôle de pression et de débit.

Des dispositifs fiables de prélèvement d'échantillons du fluide caloporteur équipent les installations de surface du circuit géothermal, en deux points minimum.

Article 18 : Contrôles

Un relevé hebdomadaire de l'ensemble des paramètres visé à l'article 17 du présent arrêté est effectué et consigné dans un registre, papier ou informatisé, sur lequel apparaissent les interventions, telles que entretiens, contrôles particuliers, incidents et arrêts, ... sur le circuit géothermal. Les paramètres électriques de fonctionnement de l'installation (tension, intensité, fréquence) doivent également faire l'objet d'un contrôle régulier.

Les installations électriques font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme agréé.

Les appareils de contrôle sont maintenus en permanence en état de fonctionnement et sont vérifiés au moins une fois par an par un organisme qualifié.

Les dates et les résultats de la vérification des appareils de mesure par un organisme sont également consignés.

Parallèlement sont déterminés les consommations, puissances électriques et rendement de l'installation.

Ce document, accompagné des rapports de contrôle, est tenu à la disposition des agents de la DREAL, avec les événements enregistrés au cours des cinq (5) dernières années.

Article 19 : Protection des installations

Le titulaire met en place, contre d'éventuelles agressions mécaniques extérieures, une protection des têtes de forage et des autres éléments du circuit géothermal situés en surface. Ceux-ci sont placés, en ce qui concerne les têtes de forage, dans un regard de visite facilement accessible, et, pour ce qui concerne les canalisations, dans des carreaux comportant une pente suffisante en direction des regards munis d'un bac de rétention, comme défini à l'article 13 du présent arrêté.

L'exploitant délimite une zone autour des têtes de forages à l'intérieure de laquelle les risques inhérents à d'éventuelles ruptures d'équipements sont susceptibles de donner lieu à des fuites incontrôlées de fluide caloporteur à une température pouvant occasionner des brûlures aux personnes. Cette zone est délimitée par des dispositifs appropriés interdisant l'accès à toute personne non autorisée et à tout véhicule motorisé.

Article 20 : Travaux d'entretien de l'installation

Le fluide caloporteur, récupéré au cours des travaux d'entretien ou lors d'incident sur le circuit, est refroidi, si nécessaire, avant d'être évacué vers un centre de traitement approprié, conformément aux dispositions de l'article 12 du présent arrêté relatif aux déchets. En aucun cas, il ne doit y avoir rejet en surface à même le sol ou dans le milieu naturel.

Article 21 : Bruit

Les installations doivent être construites, équipées, exploitées de façon telle que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, s'appliquent aux bruits et vibrations produits dans les cas visés à l'alinéa ci-dessus.

Les niveaux sonores des bruits émis par les matériels de chantier ne doivent pas dépasser les limites fixées par l'arrêté ministériel du 11 avril 1972 modifié et celui du 18 mars 2002.

Ces dispositions s'appliquent également en phase de travaux.

Article 22 : Rapport annuel d'exploitation

Annuellement, conformément aux dispositions de l'article 77 du code minier, l'exploitant transmet avant le 31 mars le rapport annuel d'exploitation de l'année écoulée, arrêté au 1er janvier. Ce rapport, transmis en huit (8) exemplaires pour diffusion aux services intéressés et à la commune concernée par les travaux, comporte :

- un plan de localisation des forages et de l'installation ;
- le résultat des contrôles effectués, ainsi que le bilan énergétique de l'installation, le nombre de jours de fonctionnement, la consommation électrique, ... ;
- les incidents et accidents survenus ;
- les travaux réalisés au cours de l'année écoulée et ceux projetés ;
- l'indication, en vue de l'application de l'article 91 du code minier, des conditions d'arrêt des travaux, ainsi que l'estimation de son coût ; sauf changement des conditions d'exploitation ou fait nouveau de nature à influencer sur les conditions et modalités de l'arrêt des travaux, cette indication est fournie tous les cinq (5) ans.

IV - DISPOSITIONS GENERALES

Article 23 : Modification des installations

Conformément aux dispositions de l'article 17 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié susvisé, l'exploitant est tenu de faire connaître au préfet, avec copie à la DREAL, les modifications qu'il envisage d'apporter à ses travaux (nombre et profondeur des forages, notamment, ...), à ses installations ou à ses méthodes de travail lorsqu'elles sont de nature à entraîner un changement substantiel des données initiales du dossier mis à l'enquête.

Si les changements prévus le justifient, le préfet prend un arrêté de prescriptions supplémentaires, ou fait connaître au bénéficiaire de l'autorisation qu'il doit déposer une nouvelle demande. Dans ce dernier cas, les travaux peuvent être poursuivis selon les modalités initialement prévues dans le dossier de demande d'autorisation, jusqu'à ce qu'il soit statué sur cette nouvelle demande.

Article 24 : Application de l'article 131 du code minier

Préalablement à la réalisation des forages, l'exploitant procède à la déclaration prévue à l'article 131 du code minier. A l'issue des travaux, il adresse la coupe géologique des terrains, le plan de localisation des forages et les coordonnées en Lambert II étendu de chaque forage, au service géologique régional (SGR) du bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), en charge d'alimenter la banque des données du sous-sol au titre des missions de service public qui lui sont confiées par l'État.

Article 25 : Abandon d'ouvrages et arrêt de travaux

En cas d'arrêt de l'exploitation pendant une durée supérieure à six (6) mois, l'exploitant indique au préfet et à la DREAL, les mesures qu'il compte mettre en place pour s'assurer de la conservation et de l'étanchéité des ouvrages ainsi que de ses éventuelles intentions d'arrêt définitif de l'installation.

En cas de décision d'arrêt définitif ou partiel de l'installation, que ce soit en cours ou au terme de la validité du titre minier, six (6) mois avant, l'exploitant déclare au préfet, avec copie à la DREAL, les mesures qu'il envisage de mettre en œuvre pour se conformer aux dispositions de l'article 84 du code minier.

La déclaration d'arrêt de travaux comporte les éléments décrits à l'article 43 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié susvisé et de l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 43 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 susvisés.

Article 26 : Extension, prolongation, mutation, amodiation ou renonciation du titre minier

Les demandes en autorisation d'extension, prolongation, mutation, amodiation ou acceptation en renonciation du permis d'exploitation doivent être introduites auprès du préfet, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 78-498 du 28 mars 1978 modifié susvisé.

La demande en renonciation est accompagnée du ou des arrêtés préfectoraux donnant acte de l'exécution des mesures envisagées ou prescrites dans le cadre de l'arrêt définitif des travaux prévus à l'article 91 du code minier.

Article 27 : Autres autorisations administratives

La présente autorisation ne préjuge en rien des autres autorisations administratives dont l'exploitant aurait à se pourvoir en tant que de besoin, préalablement à toute exécution des travaux.

Toute découverte de quelque ordre qu'elle soit (vestiges, structures, objets, monnaies, ...) doit être signalée immédiatement au service archéologique de Lorraine, 6, Place de Chambre – 57045 METZ Cedex 1 - tél : 03 87 56 41 10 – soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie et de la préfecture, en application des articles L 531-14 du code du patrimoine. Les vestiges découverts ne doivent pas être détruits, sous peine des dispositions prévues aux articles 322-1 et 322-3-1 du code pénal.

Article 28 : Règlement général des industries extractives (RGIE)

Les dispositions du règlement général des industries extractives (RGIE) institué par décret n° 80-331 du 7 mai 1980 pour l'application du code minier, en particulier son article 85, sont applicables.

Notamment, l'exploitant tient à jour le document de sécurité et de santé défini à l'article 4 du titre « Règles générales » du RGIE, dans lequel sont déterminés et évalués les risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé. Ce document précise en outre les mesures prises en ce qui concerne la conception, l'utilisation et l'entretien des lieux de travail et des équipements afin de garantir la sécurité et la santé du personnel.

Les dispositions du règlement général des industries extractives (RGIE) s'appliquent à la présente installation, que ce soit en phase travaux ou phase exploitation.

Article 29 : Possibilités de recours

Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux (2) mois, compté à partir de sa date de notification, peut faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique, devant le préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- contentieux, devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 30 : Publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis pour affichage au maire de la commune de Longlaville. Un extrait de cet arrêté sera également affiché à la mairie précitée et à la préfecture.

Un extrait de l'arrêté est publié aux frais de demandeur dans les journaux où l'avis d'enquête publique a été inséré.

Un extrait de l'arrêté est affiché, par le pétitionnaire, sur le site pendant toute la durée de réalisation des travaux.

Article 31 : Notification et exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy, et transmis à titre d'information à :

- Monsieur le sous-préfet de Briey ;
- Monsieur le maire de Longlaville ;
- Monsieur le directeur régional des affaires culturelles ;
- Monsieur le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le délégué territorial de l'agence régionale de santé de Meurthe-et-Moselle ;
- Monsieur le général, commandant la Région militaire de Défense Nord-Est.

Nancy, le 22 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

PREFECTURE DES VOSGES
DIRECTION DE LA COORDINATION, DE L'EVALUATION ET DU SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES
Bureau de l'environnement

Syndicat intercommunal à vocation multiple de VICHEREY et de la Vallée de l'Aroffe - Arrêté interpréfectoral n° 2280/2010 du 16 septembre 2010

Déclarant d'utilité publique :

- les travaux de réalisation des sources La Morley, Dureau Haut et Bas, Laveau Haut et Bas et Rognot l'Huillier et des ouvrages annexes (régularisation),
- la dérivation des eaux souterraines induites par les sources La Morley, Dureau Haut et Bas, Laveau Haut et Bas et Rognot l'Huillier (régularisation),
- les périmètres de protection des sources La Morley, Dureau Haut et Bas, Laveau Haut et Bas et Rognot l'Huillier et des ouvrages annexes,

Déclarant :

- le prélèvement d'eau souterraine des sources La Morley, Dureau Haut et Bas, Laveau Haut et Bas et Rognot l'Huillier (régularisation),

Autorisant :

- de continuer à utiliser les eaux des sources La Morley, Dureau Haut et Bas, Laveau Haut et Bas et Rognot l'Huillier pour la consommation humaine (régularisation),

Abrogeant :

- les périmètres de protection pour les sources La Morley, Dureau Haut et Bas, Laveau Haut et Bas et Rognot l'Huillier (périmètres institués par arrêtés préfectoraux n° 468/72/DDA du 28 novembre 1972, n° 269/78/DDA du 12 juin 1978 et n° 482/80/DDA du 16 septembre 1980.

pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de Vicherey et de la Vallée de l'Aroffe.

L'arrêté interpréfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture des Vosges, en préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'en mairies de Vicherey, Soncourt, Maconcourt (88) et Beuvezin, Tramont-Saint-André, Tramont-Lassus (54).

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Extrait de l'arrêté du 22 septembre 2010 portant suppression de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de BRIEY et modification du champ de compétence de la commission de NANCY-CUGN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 25 avril 1990 portant création de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour l'arrondissement de Briey est abrogé.

Article 2 : A compter du 1er octobre 2010, le champ de compétence géographique de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Nancy – C.U.G.N., créée par arrêté du 10 décembre 2002 modifié, est élargi à l'arrondissement de Briey, recouvrant ainsi la totalité du département de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Dans l'attente d'un arrêté préfectoral fixant la composition de cette commission, les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2007 portant suppression des commissions d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville – canton de Saint-Nicolas-de-Port et Toul – Nancy-campagne, et modification du champ de compétence de la commission de Nancy-C.U.G.N sont maintenues.

Article 4 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 22 septembre 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST**

Secrétariat général - Cellule juridique / Cabinet

Arrêté n° 2010/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 28 septembre 2010 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives

Le directeur de la direction interdépartementale des routes – Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté portant délégation de signature n° 09.BMSSE.115 du 27 juillet 2009, pris par Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, au profit de Monsieur Georges TEMPEZ, en sa qualité de directeur interdépartemental des routes – Est ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la direction interdépartementale des routes – Est ;

A R R E T E

Article 1er : En ce qui concerne le département de Meurthe-et-Moselle, subdélégation de signature est accordée par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes – Est, au profit des agents désignés sous les articles 2 à 6 du présent arrêté, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions, les décisions suivantes :

Code	Nature des délégations	Textes de référence
	A - Police de la circulation	
	Mesures d'ordre général	
A.1	Interdiction et réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Art. R 411-5 et R 411-9 du CDR
A.2	Police de la circulation (hors autoroute) (hors travaux).	
A.3	Délivrance des permis de stationnement hors agglomération. Avis sur les permis de stationnement délivrés par les maires en agglomération.	Art. L 113-2 du code de la voirie routière
	Circulation sur les autoroutes	
A.4	Police de la circulation sur les autoroutes (hors travaux).	Art. R 411-9 du CDR
A.5	Autorisation de circulation de matériels de travaux publics sur autoroute.	Art. R 421-2 du CDR
A.6	Dérogation temporaire ou permanente aux règles d'interdiction d'accès aux autoroutes non concédées (et voies express) à certains matériels et au personnel nécessaires à l'exécution de travaux et appartenant à la DIR-Est, à d'autres services publics ou à des entreprises privées	Art. R 432-7 du CDR
	Signalisation	
A.7	Désignation des intersections dans lesquelles le passage des véhicules est organisé par des feux de signalisation lumineux ou par une signalisation spécifique.	Art. R 411-7 du CDR
A.8	Autorisation d'implantation de signaux d'indication pour les associations et organisme sans but lucratif.	Art. R 418-3 du CDR
A.9	Dérogation à l'interdiction de publicité sur aires de stationnement et de service.	Art. R 418-5 du CDR
	Mesures portant sur les routes classées à grande circulation	
A.10	Délimitation du périmètre des zones 30 sur les routes à grande circulation.	Art. R 411-4 du CDR
A.11	Avis sur arrêtés du maire pris en application de l'alinéa 2 de l'article R 411-8 du code de la route lorsqu'ils intéressent une route classée à grande circulation.	Art. R 411-8 du CDR
	Barrière de dégel - Circulation sur les ponts - Pollution	
A.12	Établissement et réglementation des barrières de dégel sur les routes nationales, et autorisation de circuler malgré une barrière de dégel.	Art. R 411-20 du CDR
A.13	Réglementation de la circulation sur les ponts.	Art. R 422-4 du CDR
	B - Police de la conservation du domaine public et répression de la publicité	
B.1	Commissionnement des agents de l'équipement habilités à dresser procès verbal pour relever certaines infractions à la police de conservation du domaine public routier et certaines contraventions au code de la route.	Art. L 116-1 et s. du code voirie routière, et L.130-4 code route. Arrêté du 15/02/1963

B.2	Répression de la publicité illégale.	Art. R 418-9 du CDR
	C - Gestion du domaine public routier national	
C.1	Permissions de voirie.	Code du domaine de l'État - Article R53
C.2	Permission de voirie : cas particuliers pour : - les ouvrages de transport et de distribution d'énergie électrique - les ouvrages de transport et distribution de gaz - les ouvrages de télécommunication - la pose de canalisation d'eau, de gaz, d'assainissement.	Code de la voirie routière – Articles L113.2 à L113.7 et R113.2 à R113.11, Circ. N° 80 du 24/12/66, Circ. N° 69-11 du 21/01/69, Circ. N° 51 du 09/10/68
C.3	Pour les autorisations concernant l'implantation de distributeurs de carburants ou de pistes d'accès aux distributeurs sur le domaine public et sur terrain privé.	Circ. TP N° 46 du 05/06/56 - N° 45 du 27/03/58, Circ. Interministérielle N° 71-79 du 26/07/71 et N° 71-85 du 26/08/71, Circ. TP N° 62 du 06/05/54 - N° 5 du 12/01/55 - N° 66 du 24/08/60 - N° 60 du 27/06/61, Circ. N° 69-113 du 06/11/69, Circ. N° 5 du 12/01/55, Circ. N° 86 du 12/12/60
C.4	Délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversées à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles.	Circ. N° 50 du 09/10/68
C.5	Déroptions interdisant la pose, à l'intérieur des emprises des autoroutes, de canalisations aériennes ou souterraines longitudinales.	Code de la voirie routière – Article R122.5
C.6	Approbation d'opérations domaniales.	Arrêté du 04/08/48 et Arrêté du 23/12/70
C.7	Délivrance des alignements et reconnaissance des limites des routes nationales.	Code de la voirie routière – Articles L112.1 à L 112.7 et R112.1 à R112.3
C.8	Conventions relatives à la traversée du domaine public autoroutier non concédé par une ligne électrique aérienne.	Décret N° 56.1425 du 27/12/56 , Circ. N° 81-13 du 20/02/81
C.9	Convention de concession des aires de services.	Circ. N° 78-108 du 23/08/78, Circ. N° 91-01 du 21/01/91, Circ. N° 2001-17 du 05/03/01
C.10	Convention d'entretien et d'exploitation entre l'Etat et un tiers.	
C.11	Avis sur autorisation de circulation pour les transports exceptionnels et pour les ensembles de véhicules comportant plus d'une remorque.	Art.8 arr. 4 mai 2006
C.12	Signature des transactions : protocoles d'accord amiable pour le règlement des dégâts au domaine public routier, des dommages de travaux public, des défauts d'entretien et des accidents de la circulation.	Article 2044 et suivants du code civil
C.13	Autorisation d'entreprendre les travaux.	Arrêté préfectoral pris en application de la circulaire modifiée n° 79-99 du 16 octobre 1979 relative à l'occupation du domaine public routier national
	D – Représentation devant les juridictions	
D.1	Coordination et représentation de l'Etat dans les procédures d'expertises judiciaires sur les parties du réseau routier national de leur ressort.	Circulaire du 23 janvier 2007 du Ministre des Transports, de l'Equipe-ment, du Tourisme et de la Mer
D.2	Actes de plaidoirie et présentation des observations orales prononcées au nom de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives sous réserve des obligations de représentation obligatoire par avocat, y compris ceux liés aux mesures d'expertise.	Code de justice administrative, code de procédure civile et code de procédure pénale

Article 2 : Subdélégation pleine et entière est consentie pour tous les domaines référencés sous l'article 1 ci-dessus au profit de :

- Monsieur Antoine VOGRIG, Directeur adjoint Exploitation
- Monsieur Jérôme GIURICI, Directeur adjoint Ingénierie.

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 - C.8 – C.11 – C.12- C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Metz.

3 - Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13, sur le périmètre de la Division d'exploitation de Besançon .

4 - Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du Secrétariat général, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1 – C.12 – D.1 – D.2.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 3 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes- Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Didier OLHMANN, Chef du Service Politique Routière :

* par Monsieur Alberto DOS SANTOS, Chef-adjoint du Service Politique Routière, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.2 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.1 – B.2 – C.1 – C.3 – C.5 – C.6 – C.10 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz :

* par Madame Véronique CARPENTIER, adjointe du chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Philippe THIRION, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Jean SCHLOSSER, Chef de la Division d'exploitation de Besançon :

* par Monsieur Michel LAURENT , adjoint du chef de la Division d'exploitation de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur Philippe THIRION, Chef de la Division d'exploitation de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

* par Monsieur David MAZOYER, Chef de la Division d'exploitation de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.1 – A.3 – A.5 – A.6 – A.7 – A.8 – A.9 – A.10 – A.11 – A.12 – A.13 – B.2 – C.1 – C.2 – C.4 – C.7 – C.8 – C.11 – C.12 – C.13.

4 - en remplacement de Monsieur Pierre VEILLERETTE, chef du secrétariat général :

* par Monsieur Vincent THIRIET , responsable de la cellule des ressources humaines, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : B.1.

* par Monsieur Frédéric DAVRAINVILLE, responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Mademoiselle Maud MARCHAL, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

* par Madame Patricia BOURRIER, assistante du responsable de la cellule juridique, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : D.1 – D.2.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée partiellement, dans les domaines suivants référencés à l'article 1, et sur leur territoire de compétence, aux personnes désignées ci-après :

1 - Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - Monsieur Reynald BELOT, Chef du District de Remiremont par intérim, à l'effet de signer les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés sous l'article 5 du présent arrêté, la subdélégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de M. le directeur interdépartemental des routes Est ou, à défaut de cette décision :

1 - en remplacement de Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy :

* par Monsieur Alain MAHLE, adjoint au chef de district de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Reynald BELOT, Chef du District de Remiremont par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Christophe DOUCET, Chef du District de Mulhouse par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc LANGLET, Chef du District de Vitry-le-François par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

2 - en remplacement de Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz :

* par Monsieur Philip HAKRANYI, adjoint au chef de district de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Reynald BELOT, Chef du District de Remiremont par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Christophe DOUCET, Chef du District de Mulhouse par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Jean-Luc LANGLET, Chef du District de Vitry-le-François par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

* par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

3 - en remplacement de Monsieur Reynald BELOT, Chef du District de Remiremont par intérim :

* par Monsieur Xxx, adjoint au chef de district de Remiremont, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

- * par Monsieur Xavier CHAPUT, Chef du District de Besançon, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur François HOFF, Chef du District de Metz, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Pierre SIBI, Chef du District de Nancy, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Christophe DOUCET, Chef du District de Mulhouse par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Jean-Luc LANGLET, Chef du District de Vitry-le-François par intérim, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.
- * par Monsieur Bernard SCHMITT, Chef du District de Strasbourg, pour les décisions de l'article 1 portant les numéros de référence : A.3 – C.2 – C.4 – C.7 – C.13.

Article 7 : Le présent arrêté emporte abrogation de l'arrêté n° 2010/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 2 mars 2010 portant subdélégation de signature, pris par M. Georges TEMPEZ, Directeur de la direction interdépartementale des routes Est.

Article 8 : Il est rappelé la décision prise par le préfet de Meurthe-et-Moselle de se réserver les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 9 : Le Secrétaire Général de la direction interdépartementale des routes - Est sera chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, pour information.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 septembre 2010

Le directeur interdépartemental des routes - Est,
Georges TEMPEZ

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-089 en date du 17 septembre 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de sondages à l'échangeur de VILLERS-LA-MONTAGNE sur la RN52

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

A R R E T E

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Route nationale RN52	
POINTS REPERES (PR)	PR 8+700 à 9+300	
SENS	Sens 1	
SECTION	Bretelle de sortie de l'échangeur de Villers-la-Montagne	
NATURE DES TRAVAUX	Réalisation de sondages géotechniques	
PERIODE GLOBALE	Du 20 au 27 septembre 2010 inclus	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de la bretelle de sortie de 9h00 à 17h00 avec pose de signalisation temporaire adéquate (cônes posés sur T25u, panneau AK5, panneaux KD42) Mise en place d'une déviation	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : - District de Metz

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
Du 20 au 27 septembre 2010 de 9h00 à 15h00 <i>Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatique et techniques</i>	RN 52 sens Metz-Longwy PR 8+500 à 9+300	Fermeture de la bretelle de sortie au niveau de l'échangeur de Villers-la-Montagne (pose de cônes sur la signalisation horizontale T25u, panneau AK5 au PR 8+500, panneau B31 au PR 9+300).	Mise en place d'une déviation : les usagers en direction de Longwy et souhaitant emprunter la bretelle de sortie devront continuer sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine pour faire demi-tour, puis, reprendre la RN52 en direction de Metz et emprunter la bretelle de sortie à l'échangeur de Villers-la-Montagne.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Villers la Montagne et Longwy;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le commissaire de LONGWY et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de LONGWY et VILLERS LA MONTAGNE.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 17 septembre 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
David MAZOYER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Service établissements de santé

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 152/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 150 201 € soit :

- 1) 3 121 174 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 771 619 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
188 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
15 546 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
333 446 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
375 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 27 627 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 1 400 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 153/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 957 300 € soit :

- 1) 1 896 981 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 754 164 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
27 742 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
3 548 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
109 940 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 587 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 10 643 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 49 676 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 154/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 606 027 € soit :

1) 604 325 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

487 856 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

23 675 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

92 489 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

305 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 702 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 155/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à La Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 162 280 € soit :

162 280 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

161 744 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

536 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 156/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 59 116 € soit :

59 116 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

59 116 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 157/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 31 213 444 € soit :

1) 28 186 959 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

25 330 733 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

89 525 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
10 018 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
2 705 013 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
25 479 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
26 191 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 885 372 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 1 141 113 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 158/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 862 447 € soit :

1) 2 367 407 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 206 778 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

159 853 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

776 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 492 561 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 2 479 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 159/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 89 845 € soit :

89 845 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

89 845 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes.

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 160/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 898 999 € soit :

1) 1 657 698 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 657 698 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

2) 127 625 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 113 676 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 161/2010 du 17 septembre 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 064 305 € soit :

1) 1 046 413 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 017 862 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

25 757 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 050 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

744 € au titre des forfaits « sécurité et environnement hospitalier » (SE)

2) 827 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 17 065 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé
et par délégation,
Le chef de service,
Philippe ROMAC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL *Service produits de santé et de la biologie*

Extrait de l'arrêté n° 2010-177 du 23 septembre 2010 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites, 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - Autorisation n° 54-73

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT que le laboratoire de biologie médicale sis 248 avenue Dunant résulte de la transformation de 5 laboratoires existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée ;

CONSIDERANT que la demande présentée par la société concerne la création d'un laboratoire multisites par transformation des laboratoires existants et exploités par la SELAS « LABORATOIRE SIEST » à compter de la date du présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale suivants :

- Laboratoire de biologie médicale, 29, rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON (54702), autorisé à fonctionner sous le n° 54-07 ;

- Laboratoire de biologie médicale, 9, rue Fabvier à PONT-A-MOUSSON (54703), autorisé à fonctionner sous le n° 54-14 ;

- Laboratoire de biologie médicale, 3, rue des Aulnois à PAGNY-SUR-MOSELLE (54530), autorisé à fonctionner sous le n° 54-66 ;

- Laboratoire de biologie médicale, 248, Avenue Henri Dunant à PONT-A-MOUSSON (54700), autorisé à fonctionner sous le n° 54-73 ;

- Laboratoire de biologie médicale, 31, rue Clemenceau à CLOUANGE (57120), autorisé à fonctionner sous le n° 57-73 ;

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale dont le siège social est situé 248 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700) est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-73 sur les cinq sites suivants, ouverts au public :

1) 248, Avenue Henri Dunant à PONT-A-MOUSSON

Biologiste présent : Mme Anne SIEST, biologiste médical, médecin.

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 13h45 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

2) 29, rue Saint-Laurent à PONT-A-MOUSSON

Biologiste présent : Mme Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien.

Activités réalisées : aucune activité technique.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 19h, le samedi de 7h à 13h.

3) 9, rue Fabvier à PONT-A-MOUSSON

Biologiste présent : M. Michel SAUVADET, biologiste médical, pharmacien.

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, médicaments, immuno-analyse, hématologie, hémostase, Groupe RAI.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h à 13h et de 13h30 à 18h30, le samedi de 7h à 13h.

4) 3, rue des Aulnois à PAGNY-SUR-MOSELLE

Biologistes présents : Mme Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien.

Activités réalisées : Microbiologie

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h et de 14h30 à 17h00, le samedi de 7h30 à 12h.

5) 31, rue Clemenceau à CLOUANGE

Biologiste présent : M. Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien.

Activités réalisées : biochimie, enzymologie, protéines, immuno-analyse, hématologie, hémostase.

Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30, le samedi de 7h30 à 12h.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Mme Anne SIEST, biologiste médical, médecin,

- M. Michel SAUVADET, biologiste médical, pharmacien,

- Mme Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,

- Mme Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,

- M. Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien.

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « LABORATOIRE SIEST », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de METZ ;

Et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,
Le directeur général adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-236 du 3 septembre 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à BOULAY (57220) - Licence n° 57#00504

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée par la S.E.L.A.R.L. « Pharmacie de l'Hôtel de Ville » représentée par Madame DELVOT Marie-Christine et Madame ZENGLEIN Sabine, pharmaciens, en vue de transférer leur officine de pharmacie du 17, Place Clemenceau à la rue du Général Newinger à BOULAY ;

CONSIDERANT le dossier complet réceptionné le 4 mai 2010 à 10 heures ;

CONSIDERANT l'avis favorable de Monsieur le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle du 4 juin 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine du 8 juillet 2010 ;

CONSIDERANT l'avis défavorable de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Moselle du 9 juin 2010 ;

CONSIDERANT l'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine consultée le 7 mai 2010 ;

CONSIDERANT l'avis du Pharmacien Inspecteur Régional de Santé Publique du 13 août 2010 relatif aux conditions minimales d'installation ;

CONSIDERANT que la population municipale en vigueur au 1^{er} janvier 2010 de la commune de BOULAY où se situe l'officine dont le transfert est projeté, est de 4 711 habitants,

CONSIDERANT que BOULAY dispose de deux officines, toutes deux situées au centre ville, à environ 100 mètres l'une de l'autre ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;

CONSIDERANT que les plans des locaux fournis ont recueilli un avis favorable du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique relatif aux conditions minimales d'installation, avec néanmoins quelques observations à respecter ;

CONSIDERANT qu'en transférant leur officine, les pharmaciens s'éloignent de la pharmacie avoisinante d'environ un kilomètre ;

CONSIDERANT que le fait de s'éloigner du centre ville équilibrerait la desserte pharmaceutique au profit d'un quartier actuellement dépourvu d'officine ;

CONSIDERANT qu'une extension importante du quartier concerné est en projet avec la création d'un nouveau lotissement « les Terres Blanches » qui comptabiliserait 220 parcelles ;

CONSIDERANT ainsi que les conditions de l'article L 5125-3 du Code de la Santé Publique sont respectées ;

A R R E T E

Article 1er : La demande de licence présentée par la S.E.L.A.R.L. « Pharmacie de l'Hôtel de Ville » représentée par Madame Marie-Christine DELVOT et Madame Sabine ZENGLEIN, pharmaciens, en vue de transférer leur officine de Pharmacie du 17, Place Clemenceau à la rue du Général Newinger à BOULAY, est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le N° 57#00504.

Article 3 : La présente autorisation cessera d'être valable si, dans un délai d'un an, l'officine n'est pas ouverte au public.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8, Avenue de Segur – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

- devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31, Avenue de la Paix – 67070 STRASBOURG CEDEX – pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.E.L.A.R.L. « Pharmacie de l'Hôtel de Ville », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Moselle,

- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Moselle,

- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,

et publié au recueil administratif de la préfecture de Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,
Le directeur général adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-242 du 16 septembre 2010 portant refus de création d'une officine de pharmacie à VELAIN-EN-HAYE

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT :

- la demande présentée le 25 mai 2010 par Madame Sophie SCATTOLIN, docteur en pharmacie, associée majoritaire de la « SELARL Pharmacie du Relais », en vue d'obtenir une licence pour la création d'une officine de pharmacie à VELAIN-EN-HAYE (54840), ZAC du Relais ;

- le dossier complet réceptionné le 25 mai 2010 ;

- les demandes d'avis adressées le 10 juin 2010 à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, à Madame la présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine, à Monsieur le président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine, à Monsieur le président de la Chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle,

- l'avis de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle n'émettant pas d'objection à la création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye si les conditions de création d'officines de pharmacie requises par les dispositions du code de la santé publique sont réunies ;

- l'avis défavorable du 8 juillet 2010 du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

- l'absence de réponse de Monsieur le président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

- l'absence de réponse de Monsieur le président de la Chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;

ATTENDU que le tableau des populations légales 2007 de l'institut national de la statistique et des études économiques, en vigueur au 1^{er} janvier 2010, fait apparaître une population totale de 1 476 habitants pour la commune de Velaine-en-Haye où la création de l'officine de pharmacie est projetée ;

ATTENDU qu'au terme de l'article L5125-11 du code de la santé publique, dans les communes dépourvues d'officine, l'ouverture d'une officine par voie de création ne peut être autorisée que lorsque le nombre d'habitants recensés dans la commune est au moins de 2 500 habitants depuis au moins deux ans à compter de la publication d'un recensement général de la population ;

ATTENDU qu'au vu des chiffres du dernier recensement publié, la commune de Velaine-en-Haye ne répond pas aux conditions minimales de population municipale permettant la création d'une officine de pharmacie ;

ARRETE

Article 1er : La demande de création d'une officine de pharmacie à Velaine-en-Haye (54840) - ZAC du Relais présentée par Madame Sophie SCATTOLIN pour le compte de la SELARL « Pharmacie du Relais », est rejetée.

Article 2 : Conformément à l'article R. 5125-5 du code de la santé publique, un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté est donné à l'intéressée pour confirmer sa demande.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux.
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Sophie SCATTOLIN et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;
- et sera publié au recueil administratif de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,
Le directeur général adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° 2010-269 du 23 septembre 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS) « LABORATOIRE SIEST » sise 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (54700) - SELAS n° 06

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT le dossier du 30 juin 2010 présenté par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats, au nom et pour le compte de la SELAS « LABORATOIRE SIEST » ;

CONSIDERANT que la demande du 30 juin 2010 concerne la création d'un laboratoire multisites par transformation des laboratoires existants et exploités par la SELAS « LABORATOIRE SIEST » ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DDASS/AES N° 793/08 du 23 juillet 2008 modifié susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE SIEST »

Siège social : 248, avenue Henri Dunant
54700 PONT A MOUSSON

Forme juridique : Société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS)

Sites exploités :

La société d'exercice libéral par actions simplifiées SELAS « LABORATOIRE SIEST » agréée sous le n° 06 exploite, à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 248 avenue Henri Dunant à Pont-à-Mousson (57100) inscrit sous le n° 54-73 implanté sur les sites ci-dessous :

- 248, Avenue Henri Dunant - 54700 PONT-A-MOUSSON,
- 3, rue des Aulnois – 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE,
- 9, rue Fabvier – 54703 PONT-A-MOUSSON Cedex,
- 31, rue Clemenceau – 57120 CLOUANGE,
- 29, rue Saint-Laurent – 54702 PONT-A-MOUSSON.

Biologistes coresponsables :

- Madame Anne SIEST, biologiste médical, médecin,
- Monsieur Michel SAUVADET, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Adeline SCHIRRA, biologiste médical, pharmacien,
- Madame Françoise CAUTAIN, biologiste médical, pharmacien,
- Monsieur Jean-Luc SALLERIN, biologiste médical, pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière - 54000 NANCY pour le recours contentieux.

Article 4 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « LABORATOIRE SIEST », dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de METZ ;

Et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 23 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 2010- 272 du 19 septembre 2010 relatif à la gérance après décès de l'officine de pharmacie « Pharmacie du Parc » sise à THIONVILLE (57100), 1 avenue Albert 1^{er} - Autorisation de gérance n° 207

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT que Monsieur Denis METZINGER justifie :

- être de nationalité française ;
- être titulaire du diplôme d'état de pharmacien délivré le 27 juin 1980 par la faculté de Nancy ;

- être inscrit au tableau de la section D de l'ordre national des pharmaciens.

ARRETE

Article 1er : Est enregistrée, sous le n° 207, la déclaration de Monsieur Denis METZINGER, faisant connaître qu'il exploite, à compter du 20 septembre 2010, en tant que gérant après décès, l'officine de pharmacie « Pharmacie du Parc » sise à THIONVILLE, 1 avenue Albert 1^{er}, dont le titulaire, Mademoiselle Evelyn CLEYET-MERLE est décédée le 20 août 2010 ;

Article 2 : La durée de cette gérance ne pourra excéder la date du 19 septembre 2012 ;

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 Avenue de la Paix – B.P. 1038 67070 STRASBOURG CEDEX pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Denis METZINGER, dont copie sera adressée à :

- Monsieur Philippe CLEYET-MERLE (représentant de la succession) ;

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens ;

- Monsieur le Directeur de la CPAM de METZ ;

et publié au recueil administratif de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Nancy, le 19 septembre 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,

Le directeur général adjoint,

Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté n° ARS/FS 88/2010/311 du 11 août 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à GOLBEY (88190) - Licence n° 88#00295

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier, à la date 18 mai 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable émis par Monsieur le Préfet des Vosges en date du 2 juin 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable émis par le Syndicat des Pharmaciens des Vosges en date du 15 juin 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable émis par l'Union Nationale des Pharmaciens de France en date du 28 juin 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine, émis dans sa séance du 8 juillet 2010 ;

CONSIDERANT l'avis favorable de Madame le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique, en date du 10 août 2010, relatif au respect des conditions minimales d'installation des officines de pharmacie prévues par les articles R 5125-9 à R 5125-11 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT que le transfert de l'officine de pharmacie exploitée par la SELARL « Pharmacie Claire CORNELISE » s'effectue dans la même rue et à quelques mètres de l'emplacement précédent, dans des locaux plus adaptés ;

CONSIDERANT que ce transfert permet de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de l'officine, conformément à l'article L. 5125-3 al. 1 du Code de la Santé Publique ;

CONSIDERANT que ce transfert garantit un accès permanent du public à la pharmacie et permet à celle-ci d'assurer un service de garde satisfaisant, conformément à l'article L. 5125-3 al. 2 du Code de la Santé Publique ;

CONSIDERANT que les locaux sont conformes aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique.

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par la SELARL « Pharmacie Claire CORNELISE », en vue de transférer l'officine de pharmacie qu'elle exploite, du 46 au 50, rue du général Leclerc à GOLBEY (88 190) est acceptée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le 295

Article 3 : En vertu de l'article L. 5125-7 sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, une officine créée ou transférée depuis moins de cinq ans ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle ni être transférée ou faire l'objet d'un regroupement. Une officine issue d'un regroupement ne peut pas non plus être transférée avant l'expiration du même délai, sauf cas de force majeure constaté par le directeur général de l'agence régionale de santé. Ce délai court à partir de la notification de l'arrêté de licence. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux personnes physiques ou morales détenant une partie du capital social et des droits de vote d'une société d'exercice libéral de pharmaciens d'officine, au titre des 1° à 4° de l'article 5 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de société des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales.

Article 4 : Toute fermeture définitive de l'officine faisant l'objet de la présente licence entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Lorsqu'elle n'est pas déclarée, la cessation d'activité est réputée définitive au terme d'une durée de douze mois.

Article 5 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente licence devra être déclarée conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « Pharmacie Claire CORNELISE », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet des Vosges ;

- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

- Monsieur le Président du Syndicat des Pharmaciens des Vosges ;

- Monsieur le Président de l'Union Nationale des Pharmacies de France ;

et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 11 août 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,

Le directeur général adjoint,

Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Arrêté n° 13/2010 du 15 septembre 2010 portant subdélégation de signature en faveur du secrétaire général de la Direccte Lorraine

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

Vu le code du travail ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code de la consommation ;
Vu le code du tourisme ;
Vu le code de la sécurité sociale ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
Vu le décret du 21 juin 2007 nommant M. Bernard NIQUET, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense-est, Préfet de la Moselle ;
Vu le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;
Vu le décret du 8 janvier 2009 nommant M. Dominique SORAIN, Préfet des Vosges ;
Vu l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
Vu l'arrêté n° 2010-95 en date du 22 mars 2010 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 10.BI.32 en date du 25 mai 2010 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-1903 en date du 01 septembre 2010 du Préfet de la Meuse portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-63 en date du 08 juin 2010 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-1682 en date du 14 juin 2010 du Préfet des Vosges portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 2010 portant nomination de M. Marc NICAISE en qualité de Secrétaire Général de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Marc NICAISE, Secrétaire Général de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

1) à l'administration centrale

2) aux titulaires d'un mandat électif national

3) aux représentants élus des collectivités territoriales

ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi.

Article 3 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 09/2010 en date du 12 juillet 2010 est abrogé

Article 4 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le secrétaire général de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 15 septembre 2010

Le directeur régional,
Serge LEROY

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Extrait de la décision du 17 septembre 2010 portant agrément d'ADHaJ – Association pour le Développement de l'Habitat des Jeunes à NANCY en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Article 1er : ADHaJ – Association pour le Développement de l'Habitat des Jeunes - 20 rue Emile Gallé – 54000 NANCY

SIRET 783 339 948 000 11 Code APE 5590Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur régional adjoint Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 17 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 23 septembre 2010 accordant la qualité de SCOP à la SARL AGORA GRAPHIE à LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande reçue le 22 septembre 2010 à l'unité territoriale de Meurthe-Et-Moselle, de Madame RONCONI Corinne, gérante de la SARL AGORA GRAPHIE située 11 rue du Roussillon 54400 LONGWY

AR R E T E

Article 1er : La SARL AGORA GRAPHIE à LONGWY visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

Article 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, La Sous-Préfète chargée de mission, le Directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, la Directrice Départementale de la protection des populations de Meurthe-Et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 23 septembre 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/168 du 16 avril 2010 fixant le barème de location des bâtiments d'exploitation agricole

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : L'arrêté préfectoral DDAF n° 2001-400 en date du 08 novembre 2001, portant application du statut du fermage sur le département de Meurthe et Moselle, est modifié comme suit :

Les articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral sont modifiés et ainsi rédigés :

Article 4 : Majoration en fonction de la durée du bail

Pour le calcul des fermages afférents aux terrains, bâtiments d'exploitation agricole d'une durée supérieure à 9 ans, les loyers fixés aux articles 3 et 5 du présent arrêté sont majorés dans les conditions suivantes :

- + 3 % pour les baux de 12 ans,
- + 5 % pour les baux de 15 ans,
- + 23 % pour les baux de 18 ans,
- + 27 % pour les baux de 25 ans.

Article 5 : Barème de location des bâtiments d'exploitation agricole

Article 5-1 : Généralités

- Champ d'application

Le barème de location des bâtiments d'exploitation agricole s'applique exclusivement aux bâtiments en tant que tels, à l'exclusion de tous matériels incorporés (salle de traite, cornadis ...).

Le barème ne s'applique qu'aux bâtiments et/ou aménagements construits, acquis ou aménagés par le bailleur.

Il ne vaut que pour des bâtiments conformes aux règles sanitaires et d'urbanisme.

Les bâtiments spécialisés permettant de réaliser des productions hors sol en sont exclus.

Conformément à l'article L 411-4 du code rural, un état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties.

- Détermination du loyer

Le loyer des bâtiments d'exploitation est fixé en monnaie par mètre carré.

Le prix au m² varie selon qu'il s'agit d'un bâtiment de stockage ou d'un bâtiment d'élevage et selon la catégorie à laquelle le bâtiment peut être rattaché. Le classement dans l'une des catégories s'établit à la date de signature du bail selon la conception, les équipements (alimentation en eau, électricité) et l'état du bâtiment.

La surface à retenir est la surface intérieure de chaque élément exprimée en mètres carrés.

Le prix au m² ainsi que les maxima et minima fixés par le présent arrêté, sont actualisés chaque année selon la variation de l'indice des fermages publié par arrêté préfectoral.

Article 5-2 : Valeurs locatives minimales et maximales d'un bâtiment de stockage

Le loyer au m² est fixé selon le classement du bâtiment de stockage à l'intérieur de l'une quatre catégories suivantes :

- Première catégorie :

Bâtiment moderne en très bon état, bardé sur trois côtés, sol bétonné, avec eau et électricité triphasée.

Six mètres minimum sous ferme si portique. Sept mètres minimum sous entrain si treillis.

Travée de six mètres minimum ou dix mètres minimum entre poteaux côté accès.

Portée de douze mètres minimum.

Ouverture : hauteur et largeur de cinq mètres minimum.

Surface minimale : 600 m².

Accès facile dont pour camions.

De 1,60 € à 2 € le m².

- Deuxième catégorie

Bâtiment moderne en très bon état, bardé sur trois côtés, sol bétonné, électricité.

Cinq mètres minimum sous ferme si portique. Six mètres minimum sous entrain si treillis.

Travée de cinq mètres minimum ou dix mètres minimum entre poteaux, côté accès.

Portée de dix mètres minimum.

Ouverture : hauteur et largeur de quatre mètres minimum.

Surface minimale : 500 m².

Accès facile dont pour camions.

De 1,05 € à 1,60 € le m².

- Troisième catégorie
Bâtiment en bon état.
Portée de huit mètres minimum ; au moins une face bardée.
De 0,35 € à 0,70 € le m².

- Quatrième catégorie
Autre bâtiment.
De 0,35 € à 0,36 € le m²

Article 5-3 : Valeurs locatives minimales et maximales d'un bâtiment d'élevage

Le loyer au m² est fixé selon le classement du bâtiment d'élevage à l'intérieur de l'une des quatre catégories suivantes :

- Première catégorie

Bâtiment en très bon état, de conception rationnelle, doté de l'électricité triphasée et de l'eau potable. Si le bâtiment est alimenté par un autre biais que le réseau d'eau, s'assurer d'une pression suffisante et constante et vérifier que l'analyse de la qualité de l'eau a été réalisée. Stabulation libre ou logettes. Paillable et vidable mécaniquement.

Un couloir de distribution bétonné d'une largeur de quatre mètres minimum et d'une hauteur de quatre mètres permet le passage d'un tracteur avec dessileuse.

Le sol est bétonné.

Orientation Est – Sud – Est si bâtiment semi-ouvert.

Fumière et silo large d'au moins six mètres.

Possibilité d'extension de l'outil de production et du site vis à vis des règles d'urbanisme et sanitaires.

Accès facile.

De 1,60 € à 2 € le m² couvert.

De 0 € à 0,53 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical.

- Deuxième catégorie

Bâtiment en très bon état, de conception rationnelle, doté de l'électricité triphasée et de l'eau potable. Si le bâtiment est alimenté par un autre biais que le réseau d'eau, s'assurer d'une pression suffisante et constante et vérifier que l'analyse de la qualité de l'eau a été réalisée. Stabulation libre ou en logettes ou permettant l'aménagement en stabulation libre ou logettes comportant un couloir de distribution cimenté de 3,50 mètres minimum de large et 3 mètres minimum de haut minimum.

Evacuation mécanique des déjections.

Fumière et silo large d'au moins six mètres.

Possibilité d'extension de l'outil de production et du site vis à vis des règles d'urbanisme et sanitaires.

Accès facile.

De 1,05 € à 1,60 € le m² couvert.

De 0 € à 0,53 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical.

- Troisième catégorie

Bâtiment de type classique avec grange au milieu des étables, doté de l'eau et de l'électricité. Distribution et/ou évacuation mécanisée.

Ces bâtiments anciens sont en bon état, notamment les couvertures et le gros œuvre.

De 0,53 € à 1,05 € le m² couvert.

De 0 € à 0,53 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical.

- Quatrième catégorie

Autres bâtiments.

0,53 € le m² couvert.

De 0 € à 0,53 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical.

Article 2 : Application des nouvelles dispositions

Les nouvelles dispositions s'appliquent aux baux conclus à compter du premier jour du mois qui suivra sa publication au recueil des actes administratifs.

Conformément au dernier alinéa de l'article L 411-11 du code rural, le prix des baux en cours ne peut, sous réserve des dispositions figurant au premier alinéa de l'article L 411-13, être révisé que lors du renouvellement ou, s'il s'agit d'un bail à long terme, en début de chaque nouvelle période de neuf ans. A défaut d'accord amiable, le tribunal paritaire des baux ruraux fixe le nouveau prix du bail.

Article 3 : Le secrétaire général de la Préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 16 avril 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 334 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VITREY - DOLCOURT - LALOEUF - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3054

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/08/2010 par l'EARL DU METAY (Monsieur JACQUET Geoffrey) à LALOEUF concernant 77,10 ha situés à VITREY - DOLCOURT et LALOEUF ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement et l'intégration de Monsieur FIDEL Robert en tant qu'associé exploitant,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DU METAY, composé de Monsieur JACQUET Geoffrey, est autorisé à exploiter 77,10 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU METAY (Monsieur JACQUET Geoffrey).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur JACQUET Geoffrey, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VITREY - DOLCOURT et LALOEUF pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 335 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - BARISEY-LA-COTE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3089

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/08/2010 par l'EARL DES ARMOISES (Monsieur COSSIN Vincent) à BARISEY AU PLAIN concernant 4,98 ha situés à BARISEY AU PLAIN et BARISEY LA COTE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
Vu l'absence de demande concurrente,
Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DES ARMOISES, composé de Monsieur COSSIN Vincent, est autorisé à exploiter 4,98 ha (BARISEY AU PLAIN parcelles ZD 33 - ZI 33 – BARISEY LA COTE parcelle ZC 86) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES ARMOISES (Monsieur COSSIN Vincent).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur COSSIN Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARISEY AU PLAIN et BARISEY LA COTE pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 336 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BARISEY-AU-PLAIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3110

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 21/06/2010 par le GAEC DE LA PLAINE (Monsieur et Madame FRIRY Jean Luc et Elisabeth) à BARISEY AU PLAIN concernant 14,05 ha situés à BARISEY AU PLAIN ; la motivation et le résultat étant la compensation,
Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DE LA PLAINE, composé de Monsieur et Madame FRIRY Jean Luc et Elisabeth, est autorisé à exploiter 14,05 ha (BARISEY AU PLAIN parcelles ZC 043 - ZE 054 - ZI 011 - ZH 06 – 027 - 028) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA PLAINE (Monsieur et Madame FRIRY Jean Luc et Elisabeth).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur et Madame FRIRY Jean Luc et Elisabeth, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BARISEY AU PLAIN pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 337 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à GOGNEY - REPAIX - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3122

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/08/2010 par le GAEC DE LA TOURETTE (Messieurs VERDENAL Jean-François et Bernard) à IGNEY concernant 18,69 ha situés à GOGNEY et REPAIX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
Vu l'absence de demande concurrente,
Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DE LA TOURETTE, composé de Messieurs VERDENAL Jean-François et Bernard, est autorisé à exploiter 18,69 ha (GOGNEY parcelle ZA 59-60 – REPAIX parcelles A 0125 - ZA 28-37-40-41 - ZB 006 - ZD 015) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE LA TOURETTE (Messieurs VERDENAL Jean-François et Bernard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs VERDENAL Jean-François et Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de GOGNEY et REPAIX pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 338 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à MONT-BONVILLERS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3103

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/06/2010 par l'EARL des CYPRES (Monsieur PAQUIN Patrick) à MURVILLE concernant 3,54 ha situés à MONT BONVILLERS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL des CYPRES, composé de Monsieur PAQUIN Patrick, est autorisé à exploiter 3,54 ha (MONT BONVILLERS parcelles Z 44 – 58 – 69 – 70 – 114 – 133 - 193) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL des CYPRES (Monsieur PAQUIN Patrick).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur PAQUIN Patrick, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MONT BONVILLERS pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 339 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMY-AUX-BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3109

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/06/2010 par l'EARL DU PAQUIS LOUIS (Messieurs CORBE Jérôme et Gérald) à SAINT-REMY AUX BOIS concernant 6,84 ha situés à SAINT-REMY AUX BOIS ; la motivation et le résultat étant la compensation,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU PAQUIS LOUIS, composé de Messieurs CORBE Jérôme et Gérald, est autorisé à exploiter 6,84 ha (SAINT-REMY AUX BOIS parcelles D 317–321-322 - T 011 - U 023 - Y 017-080.) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PAQUIS LOUIS (Messieurs CORBE Jérôme et Gérald).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CORBE Jérôme et Gérald, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT-REMY AUX BOIS pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 340 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à EINVILLE-AU-JARD - VALHEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3108

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/08/2010 par le GAEC de VALCOURT (Messieurs, Madame BRACONNOT Hubert, Jean Charles et Brigitte) à VALHEY concernant 17,58 ha situés à EINVILLE AU JARD et VALHEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC de VALCOURT, composé de Messieurs, Madame BRACONNOT Hubert, Jean Charles et Brigitte, est autorisé à exploiter 17,58 ha (EINVILLE AU JARD parcelles ZN 13 - ZO 5 – VALHEY parcelle ZN 63 - 64.) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC de VALCOURT (Messieurs, Madame BRACONNOT Hubert, Jean Charles et Brigitte).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs, Madame BRACONNOT Hubert, Jean Charles et Brigitte, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'EINVILLE AU JARD et VALHEY pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 341 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VALHEY - EINVILLE-AU-JARD - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3113

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13/08/2010 par l'EARL DU VAL (Monsieur Michel BAGARD) à VALHEY concernant 11,23 ha situés à VALHEY et EINVILLE AU JARD ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU VAL, composé de Monsieur Michel BAGARD, est autorisé à exploiter 11,23 ha (EINVILLE AU JARD parcelle ZN 26 – VALHEY parcelle ZD 23 à 25) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU VAL (Monsieur Michel BAGARD).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur Michel BAGARD, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VALHEY et EINVILLE AU JARD pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 342 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BRAINVILLE - ALLAMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3099

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 05/07/2010 par l'EARL DU CHAUFFOUR (Monsieur, Madame MATHIEU Odette et VERDUN Daniel) à BUZY DARMONT concernant 10,61 ha situés à BRAINVILLE et ALLAMONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DU CHAUFFOUR, composé de Monsieur, Madame MATHIEU Odette et VERDUN Daniel, est autorisé à exploiter 10,61 ha (ALLAMONT parcelle ZK 1-4 – BRAINVILLE parcelle ZI 11) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU CHAUFFOUR (Monsieur, Madame MATHIEU Odette et VERDUN Daniel).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur, Madame MATHIEU Odette et VERDUN Daniel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BRAINVILLE et ALLAMONT pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 343 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à FROVILLE - BREMONCOURT - BAYON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3124

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/08/2010 par l'EARL D'AUTREVAL (Monsieur HERIAT Maurice) à BREMONCOURT concernant 126,46 ha situés à FROVILLE - BREMONCOURT et BAYON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Vu la demande concurrente de Monsieur ANTOINE Robert (EARL des trois FRENES) en vue de l'installation de Monsieur ANTOINE Guillaume, Vu l'article 3 de l'arrêté établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

Considérant que les demandes d'agrandissement de Monsieur HERIAT Maurice (EARL d'AUTREVAL) en vue de l'installation de Monsieur HERIAT Romain et de Monsieur ANTOINE Robert (EARL des TROIS FRENES) en vue de l'installation de Monsieur ANTOINE Guillaume, relèvent du même rang de priorité,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL D'AUTREVAL, composé de Monsieur HERIAT Maurice, est autorisé sous réserve de l'installation aidée de Monsieur HERIAT Romain avant le 15 avril 2011 à exploiter 126,46 ha (parcelles nombreuses parcelles) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL D'AUTREVAL (Monsieur HERIAT Maurice).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur HERIAT Maurice, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de FROVILLE - BREMONCOURT et BAYON pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 344 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BREMONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3129

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 24/08/2010 par l'EARL DES 3 FRENES (Monsieur ANTOINE Robert) à BREMONCOURT concernant 44,62 ha situés à BREMONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Vu la demande concurrente de Monsieur HERIAT Maurice (EARL d'AUTREVAL) en vue de l'installation de Monsieur HERIAT Romain,

Vu l'article 3 de l'arrêté établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

Considérant que les demandes d'agrandissement de Monsieur HERIAT Maurice (EARL d'AUTREVAL) en vue de l'installation de Monsieur HERIAT Romain et de Monsieur ANTOINE Robert (EARL des TROIS FRENES) en vue de l'installation de Monsieur ANTOINE Guillaume, relèvent du même rang de priorité,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DES 3 FRENES, composé de Monsieur ANTOINE Robert, est autorisé sous réserve de l'installation aidée de Monsieur ANTOINE Guillaume avant le 15 avril 2011 à exploiter 44,62 ha (BREMONCOURT parcelles ZB 19-20-21 - ZC 6-9 - ZK 12-15) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES 3 FRENES (Monsieur ANTOINE Robert).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur ANTOINE Robert, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de BREMONCOURT pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 345 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMY-AUX-BOIS - LOROMONTZEY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3112

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/08/2010 par le GAEC DES VAYATES (Mesdames, Monsieur JUSNEL Daniel, Sophie et COLLIN Christine) à CLAYEURES concernant 29,93 ha situés à SAINT-REMY AUX BOIS et LOROMONTZEY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DES VAYATES, composé de Mesdames, Monsieur JUSNEL Daniel, Sophie et COLLIN Christine, est autorisé, sous réserve de l'installation aidée de Monsieur CENDRE Julien avant le 15 avril 2011, à exploiter 29,93 ha (LOROMONTZEY parcelles ZC 7 - ZD 10-11 - SAINT REMY AUX BOIS parcelle ZB 7-8-18-20-21) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES VAYATES (Mesdames, Monsieur JUSNEL Daniel, Sophie et COLLIN Christine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Mesdames, Monsieur JUSNEL Daniel, Sophie et COLLIN Christine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT REMY AUX BOIS et LOROMONTZEY pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 346 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à LOROMONTZEY - VALLOIS - SAINT-GERMAIN - VILLACOURT - GIRIVILLER - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3123

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/08/2010 par l'EARL LE VIEUX MOULIN (Monsieur HENRY Philippe) à VALLOIS concernant 65,86 ha situés à LOROMONTZEY - VALLOIS - SAINT GERMAIN - VILLACOURT et GIRIVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement avec intégration de Mme Isabelle GENOT en tant qu'associée,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

Considérant que certaines parcelles font l'objet d'échanges verbaux avec d'autres agriculteurs,

DECIDE

Article 1er : L'EARL LE VIEUX MOULIN, composé de Monsieur HENRY Philippe :

- est autorisé à exploiter 59,91 ha sur les communes de LOROMONTZEY - VALLOIS et GIRIVILLER

- n'est pas autorisé :

* sur le territoire de SAINT-GERMAIN

. îlot n° 3 - parcelles section A3 - 291 à 294 - d'une surface de 1,23 ha

. îlot n° 4 - parcelles section A3 297 à 299 - d'une surface de 1,77 ha

. îlot n° 6 - parcelles section B1 4 à 9 - 11 à 13-17-18 - d'une surface de 1,34 ha

* sur le territoire de VILLACOURT

. îlot n° 29 - section ZI 37-38 - d'une surface de 1,61 ha

conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL LE VIEUX MOULIN (Monsieur HENRY Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur HENRY Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LOROMONTZEY - VALLOIS - SAINT GERMAIN - VILLACOURT et GIRIVILLER pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 347 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à SAINT-REMY-AUX-BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3120

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/08/2010 par l'EARL DU LIBDEAU (Monsieur PARFAIT Alain) à TOUL concernant 26,90 ha situés à SAINT REMY AUX BOIS ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU LIBDEAU, composé de Monsieur PARFAIT Alain, est autorisé à exploiter 26,90 ha (SAINT REMY AUX BOIS parcelles X 47-93 - Y 105-121-123) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU LIBDEAU (Monsieur PARFAIT Alain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur PARFAIT Alain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT REMY AUX BOIS pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 348 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à XEUILLEY - FROLOIS - PULLIGNY - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3079

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 16/08/2010 par le GAEC SAINT-ETIENNE (Messieurs DUVAL François et Jean Philippe) à CEINTREY concernant 116,78 ha situés à XEUILLEY - FROLOIS et PULLIGNY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement ; intégration de Monsieur URION Claude en tant qu'associé,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC SAINT-ETIENNE, composé de Messieurs DUVAL François et Jean Philippe, est autorisé à exploiter 116,78 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC SAINT ETIENNE (Messieurs DUVAL François et Jean Philippe).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs DUVAL François et Jean Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de XEUILLEY - FROLOIS et PULLIGNY pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 349 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à UGNY - DONCOURT-LES-CONFLANS - MONTIGNY-SUR-CHIERS - LEXY - CONS-LA-GRANDVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3096

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 12/08/2010 par Monsieur MEDER David à TELLANCOURT concernant 124,37 ha situés à UGNY - DONCOURT LES CONFLANS - MONTIGNY SUR CHIERS - LEXY et CONS LA GRANDVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

Vu la demande concurrente de Madame KORNIAC Nathalie,

Vu l'article 3 de l'arrêté établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

Considérant que les demandes d'installation avec les aides de l'état de Madame KORNIAC Nathalie et de Monsieur MEDER David relèvent selon cet article du même rang de priorité,

DECIDE

Article 1er : Monsieur MEDER David est autorisé, sous réserve de son installation aidée avant le 30 juin 2011, à exploiter 124,37 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MEDER David.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur MEDER David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'UGNY - DONCOURT LES CONFLANS - MONTIGNY SUR CHIERS - LEXY et CONS LA GRANDVILLE pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 350 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à DONCOURT-LES-LONGUYON - UGNY – MONT-SAINT-MARTIN - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3083

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2010 par Madame KORNIAC Nathalie à MONT SAINT MARTIN concernant 36,71 ha situés à DONCOURT LES LONGUYON - UGNY et MONT SAINT MARTIN ; la motivation et le résultat étant l'installation avec les aides de l'Etat,

Vu la demande concurrente de Monsieur MEDER David,

Vu l'article 3 de l'arrêté établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter.

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

Considérant que les demandes d'installation avec les aides de l'état de Madame KORNIAC Nathalie et de Monsieur MEDER David relèvent selon cet article du même rang de priorité,

DECIDE

Article 1er : Madame KORNIAC Nathalie est autorisée, sous réserve de son installation aidée avant le 30 juin 2011, à exploiter 36,71 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame KORNIAC Nathalie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame KORNIAC Nathalie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de DONCOURT LES LONGUYON - UGNY et MONT SAINT MARTIN pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 351 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à VAUDEVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3114

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/07/2010 par Madame Isabelle FORESTO-MANSUY à BAYON concernant 13,90 ha situés à VAUDEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'installation sans les aides de l'Etat,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Madame Isabelle FORESTO-MANSUY est autorisée à exploiter 13,90 ha (VAUDEVILLE parcelles ZD 0020-0025-33 - ZI 0048 - ZK 34) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame Isabelle FORESTO-MANSUY.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressée Madame Isabelle FORESTO-MANSUY, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VAUDEVILLE pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 352 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à EINVAUX - HAIGNEVILLE - BAYON - BREMONCOURT - MEHONCOURT - CLAYEURES - FROVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3126

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2010 par l'EARL DE LA MALAFLE (Madame, Monsieur LENTRETIEN Chantal et GUYON Dominique) à HAIGNEVILLE concernant 149,89 ha situés à EINVAUX - HAIGNEVILLE - BAYON - BREMONCOURT - MEHONCOURT - CLAYEURES et FROVILLE ; la motivation et le résultat étant le regroupement de 2 exploitations,

Vu l'absence de demande concurrente,

Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DE LA MALAFLE, composé de Madame, Monsieur LENTRETIEN Chantal et GUYON Dominique, est autorisé à exploiter 149,89 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA MALAFLE (Madame, Monsieur LENTRETIEN Chantal et GUYON Dominique).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Madame, Monsieur LENTRETIEN Chantal et GUYON Dominique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie d'EINVAUX - HAIGNEVILLE - BAYON - BREMONCOURT - MEHONCOURT - CLAYEURES et FROVILLE pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Extrait de la décision 2010/DDT54/AFC/n° 353 du 14 septembre 2010 concernant l'exploitation d'un bien agricole à BEAUMONT - BLAMONT - ESSEY-ET-MAIZERAIS - EUVEZIN-MANDRES-AUX-4-TOURS - PANNES - SAINT-BAUSSANT - MONSEC (55) - GEVILLE (55) - XIVRAY-ET-MARVOISIN (55) - HEUDICOURT-SOUS-LES-COTES (55) - REMBUCOURT (55) - LAHAYVILLE (55) - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3125

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 17/08/2010 par le GAEC FERME DE LA TUILERIE (Mesdames, Monsieur JANIN Roland et Marie Rose - ADAM Delphine) à ESSEY ET MAIZERAIS concernant 234,19 ha situés à BEAUMONT - BLAMONT - ESSEY ET MAIZERAIS - EUVEZIN-MANDRES AUX 4 TOURS - PANNES - SAINT BAUSSANT - MONSEC (55) - GEVILLE (55) - XIVRAY ET MARVOISIN (55) - HEUDICOURT SOUS LES COTES (55) - REMBUCOURT (55) - LAHAYVILLE (55) ; la motivation et le résultat étant le regroupement de 2 exploitations, Vu l'absence de demande concurrente, Vu les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 09/09/2010 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC FERME DE LA TUILERIE, composé de Mesdames, Monsieur JANIN Roland et Marie Rose - ADAM Delphine, est autorisé à exploiter 234,19 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC FERME DE LA TUILERIE (Mesdames, Monsieur JANIN Roland et Marie Rose - ADAM Delphine).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Mesdames, Monsieur JANIN Roland et Marie Rose - ADAM Delphine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie BEAUMONT - BLAMONT - ESSEY ET MAIZERAIS - EUVEZIN-MANDRES AUX 4 TOURS - PANNES - SAINT BAUSSANT - MONSEC (55) - GEVILLE - XIVRAY ET MARVOISIN (55) - HEUDICOURT SOUS LES COTES (55) - REMBUCOURT (55) - LAHAYVILLE (55) pour affichage.

Nancy, le 14 septembre 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX

Extrait de l'arrêté DDT/AFC/Association foncière/2010-355 du 22 septembre 2010 concernant la modification de la composition du bureau des associations foncières de : AGINCOURT – ANDILLY – ANSAUVILLE – AVILLERS – AVRAINVILLE – BARISEY-LA-COTE – BELLEAU – BOUXIERES-AUX-CHENES – CHAUDENEY-SUR-MOSELLE – CHOLOY-MENILLOT – CLEMERY – DOMGERMAIN – DONCOURT-LES-CONFLANS/BRUVILLE – EINVILLE – FREMENIL – FRIAUVILLE – GRIPPOT – HOEVILLE – JAULNY 1 et 2 – JEANDELAINCOURT – LAGNEY – LANDECOURT – LESMENILS 1 – LEYR – MAIXE – MAMEY – MEHONCOURT – MIGNEVILLE – MILLERY – PAGNEY-DERRIERE-BARINE – PETIT-FAILLY – RECHICOURT-LA-PETITE – SERRES – SERROUVILLE – THIEBAUMENIL-2 – VANDELEVILLE – VIGNEULLES – VILLE-AU-MONTOIS – VILLERS-EN-HAYE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'en vertu de l'article R. 133-3 du code rural, le directeur départemental des territoires est membre de droit dans la composition du bureau des associations foncières constituées pour les remembrements ordonnés avant le 01 janvier 2006 ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 des arrêtés susvisés est modifié comme suit :

Le conseiller général du canton concerné est remplacé par le directeur départemental des territoires ou son représentant.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans chacune des mairies concernées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté 2010/DDT54/AFC/356 du 22 septembre 2010 fixant les dates d'ouverture des vendanges

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Pour les vins d'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul", les dates d'ouverture des vendanges, en Meurthe-et-Moselle, sont fixées comme suit :

- au 25 septembre 2010 pour les cépages AUXERROIS et PINOT NOIR

- au 02 octobre 2010 pour le cépage GAMAY.

Si l'état sanitaire ou la maturité le nécessite, des pré vendanges peuvent être réalisées sur demande individuelle écrite auprès de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) – 12, avenue de la Foire aux Vins – 68012 à COLMAR. Toute demande de dérogation particulière sera examinée par les Services de l'INAO.

Article 2 : Les déclarations de récoltes devront être faites par tous les viticulteurs pour le 25 novembre 2010, dernier délai. Elles seront souscrites sur des imprimés présentés en liasses carbonnées, dont un exemplaire sera conservé en Mairie et dont un exemplaire sera remis au déclarant pour valoir récépissé.

Les autres exemplaires seront, le jour même du dépôt de la déclaration, adressés ou remis, par les soins des Mairies, au bureau de Douane et droits Indirects de NANCY (Service Régional de la Viticulture 150, rue Alfred Krug 54052 NANCY).

Le relevé nominatif des déclarations, établi d'après l'ordre de leur réception, sera affiché en Mairie.

Article 3 : Seuls pourront être mis en vente et circuler en vue de la vente, sous l'appellation "Côtes de Toul", accompagnés de la mention « Appellation d'Origine Contrôlée », les vins qui, bénéficiant - en vertu du décret du 3 avril 1942 portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées complétée par le décret du 21 avril 1948 - de cette appellation d'origine, seront assortis d'un label dans les conditions fixées par le décret du 31 mars 1998. Mention de ce label sera portée sur les titres de mouvement.

Article 4 : Les fabrications de piquettes et vins de sucre sont interdites.

Article 5 : M. le Secrétaire général de la Préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur départemental des territoires, le Directeur Régional de Douane et Droits Indirects, le Directeur départemental de la Cohésion Sociale, les Maires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 22 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service aménagement durable, urbanisme et risques

Commune de BEZAUMONT - Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT54/ADUR/013 du 25 août 2010 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

AR R E T E

Article 1er : La carte communale de BEZAUMONT qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000°.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de BEZAUMONT n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de BEZAUMONT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 août 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/029 du 20 septembre 2010 concernant l'ouverture de l'enquête "commodo et incommodo" relatif à la suppression du passage à niveau n° 6 situé à Belleville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article I : Il sera procédé dans la commune de BELLEVILLE à une enquête de "commodo et incommodo" sur le projet présenté par la société nationale des chemins de fer français, relatif à la suppression du passage à niveau public gardé n° 6, situé au point kilométrique 352,056 de la ligne de chemin de fer de FROUARD à NOVEANT, sur le territoire de la commune de BELLEVILLE.

Article II : Dès réception du dossier, l'enquête sera annoncée aux habitants dans la forme ordinaire et par voie de publication et d'affiches par les soins de la mairie concernée.

Article III : Le dossier sera déposé à la mairie pendant 16 jours consécutifs du mercredi 6 octobre 2010 au vendredi 22 octobre 2010 inclus et pourra y être consulté en mairie BELLEVILLE, les lundi, mardi et jeudi de 10h00 à 12h30 et de 16h00 à 17h30, le mercredi de 10h00 à 12h30, et le vendredi de 10h00 à 12h30 et de 16h00 à 18h30.

Ce délai de 16 jours ne courra qu'à partir de l'annonce de l'enquête.

Article IV : Monsieur Jean-Luc PLEIGNET domicilié 8 place de Karlsruhe – 54 000 NANCY, est nommé commissaire enquêteur. Il recevra les déclarations des habitants sur le projet dont il s'agit le vendredi 22 octobre 2010 de 14h00 à 18h00, en mairie de BELLEVILLE.

Article V : Le maire de la commune remettra au commissaire enquêteur, avant l'enquête, le certificat constatant l'accomplissement des formalités prescrites à l'article II.

Ce certificat sera annexé au procès-verbal du commissaire-enquêteur.

Article VI : Le commissaire enquêteur mentionnera et certifiera, sur un procès-verbal établi à cet effet, les déclarations et réclamations qui lui auront été faites oralement et que les déclarants seront invités à signer.

Il joindra à ce document, en leur donnant un numéro d'ordre, celles qui lui auront été transmises par écrit au cours de l'enquête.

Le procès-verbal devra être complété par l'avis personnel et motivé du commissaire enquêteur, qui visera en outre les pièces du dossier et remettra sous huitaine celui-ci au maire.

Article VII : Le conseil municipal de la commune délibérera le plus tôt possible sur le projet après clôture de l'enquête et, au plus tard, deux mois après la remise du dossier au maire.

Au cas où le conseil municipal n'aurait pas examiné le projet dans ce délai, il sera réputé avoir donné un avis favorable.

Article VIII : Le maire de la commune transmettra immédiatement à la préfecture après cette délibération, toutes pièces constitutives au dossier de l'enquête.

Article IX : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et monsieur le maire de BELLEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le directeur départemental des territoires ;
- M. le directeur de l'établissement équipement de lorraine sud – SNCF ;
- M. Jean-Luc PLEIGNET, commissaire enquêteur ;
- M le directeur des archives départementales ;
- préfecture, bureau du management stratégique de services de l'état.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 septembre 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****Délégation de signature du 7 septembre 2010**

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

Vu la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

Vu le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Madame Nathalie DHELLEM, Directrice référente du pôle des spécialités médicales 1, pour signer en ses nom et place tous les documents administratifs relatifs aux hospitalisations sous contrainte en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 27 juin 1990.

Article 2 : Dans les termes de l'article 1, et en l'absence de Madame Nathalie DHELLEM, délégation secondaire est donnée à Monsieur Philippe WERNERT, Daniel KIEFFER, directeurs adjoints, à Monsieur Patrick MILLET, attaché d'administration hospitalière et à Monsieur Gérard PETIT, adjoint des cadres.

Article 3 : Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, agissant dans le cadre de garde de direction qu'ils assurent conformément aux tableaux de garde arrêtés par le directeur général.

Article 4 : La présente délégation se substitue à la délégation du 3 juillet 2008; elle prend effet à compter de sa publication et se renouvellera annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Les bénéficiaires de la délégation :

- Nathalie DHELLEM
- Philippe WERNERT
- Daniel KIEFFER
- Patrick MILLET
- Gérard PETIT

Nancy, le 7 septembre 2010

Le directeur général, président du directoire,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 45361 du 1er octobre 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de ROGEVILLE

Par arrêté préfectoral n° 45361 du 1er octobre 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA-GTR gaz CI agence de Nancy-Blénod Lès Pont à Mousson, Toul-Rogéville, sur la commune de ROGEVILLE.

AUTRES SERVICES**CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU****Avis de recrutement sans concours du 22 septembre 2010 de 7 adjoints administratifs hospitaliers de 2e classe**

En application du décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 modifié par décret n°2007-1184 du 3 août 2007 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise à partir du 1^{er} décembre 2010 un recrutement sans concours de 7 adjoints administratifs de 2e classe.

Conditions d'inscription :

Conditions générales :

- Aucune condition de titres ou diplômes n'est exigée.

Dispositions particulières :

Conditions d'âge : suivant cas particulier.

La sélection des candidats est confiée à une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un CV détaillé précisant les formations suivies et les emplois occupés (en précisant la durée) est à adresser à :

Monsieur le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines par intérim
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

Laxou, le 22 septembre 2010

Pour le directeur,
Le directeur adjoint chargé des ressources humaines par intérim,
Fabrice CORDIER

ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE**Avis de concours sur titres du 24 septembre 2010 pour le recrutement d'un diététicien**

En application du Décret n° 89-609 du 1^{er} Septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière, un concours sur titres aura lieu à l'Etablissement Public Intercommunal 3H Santé en vue de pourvoir 1 poste de Diététicien.

Conditions d'inscription : Le concours sur titres est ouvert aux candidats titulaires, soit du BTS de diététicien ou du DUT spécialité Biologie appliquée, option diététique.

Réception et clôture des inscriptions : Les candidatures, accompagnées, d'une lettre de motivation, d'un curriculum vitae détaillé incluant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emplois occupés, en précisant la durée, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, sont à adresser sous pli recommandé ou par simple courrier (le cachet de la poste faisant foi) à la Direction de l'ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE – 62, Rue Poincaré – 54480 CIREY SUR VEZOUZE – Tél. 03.83.76.31.32.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Cirey-sur-Vezouze, le 24 septembre 2010

L'attachée d'administration hospitalière,
I. CHANE

Avis de concours sur titres du 24 septembre 2010 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie hospitalière

En application du Décret n° 89-613 du 1^{er} Septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction publique hospitalière, un concours sur titres aura lieu à l'Etablissement Public Intercommunal 3H Santé en vue de pourvoir 1 poste de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

Conditions d'inscription : Le concours sur titres est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière ou d'une autorisation d'exercer la profession de préparateur en pharmacie hospitalière accordée aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté économique européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Réception et clôture des inscriptions : Les candidatures, accompagnées, d'un justificatif de nationalité, d'une lettre de motivation, d'un curriculum vitae détaillé incluant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emplois occupés, en précisant la durée, les attestations des employeurs successifs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, sont à adresser sous pli recommandé ou par simple courrier (le cachet de la poste faisant foi) à la Direction de l'ETABLISSEMENT PUBLIC INTERCOMMUNAL 3H SANTE – 62, Rue Poincaré – 54480 CIREY SUR VEZOUZE – Tél. 03.83.76.31.32.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer les candidatures à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Cirey-sur-Vezouze, le 24 septembre 2010

L'attachée d'administration hospitalière,
I. CHANE

